

ECOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

ECOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet « www.industrie.gouv.fr/energie » de la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

ECOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

la rédaction de la revue ECOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM),

La revue ECOMINE comporte cinq grandes rubriques:

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- **informations sectorielles**, relatives aux métaux de base et d'alliage, aux diamants et métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- **questions multilatérales**, rubrique centrée notamment sur les procédures antidumping ;
- **les Etats**, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.

Une note sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ECOMINE:

*Chargé de la coordination : gerard.pezeril@industrie.gouv.fr

*Chargé de la réalisation : jm-eberle@brgm.fr

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ECOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendances7

➤ **Métaux précieux** : Métaux précieux : or, argent et palladium en baisse, platine toujours en hausse

➤ **Métaux de base** : tous à la hausse

Fondamentaux7

➤ Redémarrage confirmé de l'économie américaine ...

➤ ...Alors que l'économie européenne piétine

Dossiers et faits d'actualité8

➤ Alcan obtient le feu vert de la CE pour la prise de contrôle de Péchiney

➤ Hausse générale des prix des métaux : oui mais...

➤ Où en est l'OPA sur Ashanti Goldfields ?

➤ Barrick Gold paye son ticket d'entrée en Russie

➤ Eramet-Alliages : la restructuration est aussi lancée

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base13

➤ Aluminium : offre restreinte d'alumine pendant deux ans

➤ Cuivre : marché toujours en verve et producteurs chinois inquiets de l'offre de concentrés

➤ Étain : Minsur profite du cours de l'étain pour revoir ses ressources

➤ Fer et acier : les prévisions de croissance dans l'acier poussent sidérurgistes et mineurs à s'organiser

➤ Plomb-Zinc : Glencore ferme la raffinerie de Porto Vesme " pour un an "

Métaux d'alliage18

➤ Antimoine : le marché attend la reprise

➤ Chrome : Kazchrome en route pour devenir le producteur n° 1 mondial de ferrochrome

➤ Cobalt-Nickel : AMF relance le projet de traitement des tailings à cobalt-cuivre de Kolwezi

➤ Magnésium : le troisième projet australien toujours en lice pour l'horizon 2007

Métaux spéciaux19

➤ Sélénium : la demande chinoise pousse les prix à la hausse

➤ Silicium : électro-metallurgie norvégienne, retour à l'optimisme

➤ Tantale : arrivée d'un nouvel opérateur australien

➤ Titane : l'Afrique australe et orientale stratégique pour les sables de plage

➤ Uranium : l'avenir se précise pour le réacteur nucléaire franco-allemand (EPR)

Diamant et métaux précieux21

➤ Diamant : montée en puissance de la mine de diamants canadienne de Diavik

➤ Or : des majors mettent le cap sur la Russie

➤ Palladium - Platine : point du marché Pt-Pd et prévision court terme de CPM Group

Minéraux industriels et Matériaux de construction24

➤ Allemagne : ciments allemand, Heidelberg pourrait racheter Readymix

➤ Saint-Gobain vitrage acquiert un 2^e float en Chine

➤ Fibre de verre de renforcement : Owens Corning investit dans le Gard

➤ Porcelaine : le limougeaud Bernardaud envisage des implantations en Chine

➤ Amiante France : les conditions de recours du fonds d'indemnisation

➤ Point sur l'Observatoire des matériaux Aquitaine

Eaux minérales25

➤ L'Oréal va racheter la source de La Roche Posay

Recyclage25

➤ Tri sélectif : le prix de reprise du verre baisse de 5,10 s

➤ Sur le sujet des rejets de gaz "polluants", la France à la peine pour l'oxyde d'azote

➤ La prédation continue sur les ferrailles irakiennes

➤ Les défis s'accumulent dans la gestion des déchets d'emballages

QUESTIONS MULTILATÉRALES ..27

➤ Acier : taxes américaines sur l'acier (mesure 201), maintien ou abandon ?

➤ Acier : OCDE, des doutes sur l'atteinte d'un accord viable sur la question des subventions d'Etat aux industries

➤ Acier : Chine, américains et japonais examinent de près les mesures de sauvegarde adoptées par l'Empire du Milieu ...

➤ Acier (et autres substances): Chine, vers une flambée des exportations avant la prochaine réduction des mesures incitatives

➤ Acier : Brésil, les associés Nucor et CVRD sereins devant une seconde investigation de type "anti-trust"

➤ Acier : Kenya, l'industrie sidérurgique naissante veut obtenir de l'OMC un traitement spécial

➤ Acier : Mexique, mise en place de taxes anti-dumping sur les ferro-alliages ukrainiens et chinois

➤ Métaux de base (Aluminium) : Alcoa engage une procédure anti-dumping contre le sud-africain Hulett

➤ Métaux de base (Zinc) : l'Union Européenne renforce ses taxes anti-dumping sur les oxydes de zinc chinois

➤ Ferrailles-scrap : Eurométaux soulève la question des dispenses de taxes par les autorités chinoises à l'importation des scrap de cuivre ...

➤ Ferrailles-scrap : ... et celle des taxes imposées par la Russie à l'exportation des scrap de cuivre et d'aluminium

➤ Ferrailles-scrap : Union Européenne, la Commission veut lutter contre la fraude sur la taxation (TVA) des scrap

➤ Ferrailles-scrap : Serbie-Montenegro, mise en place de taxes à l'exportation de scrap et à l'importation d'aciers longs

➤ Ferrailles-scrap : Irak, les troupes américaines prélèveraient des taxes à l'exportation de scrap

LES ÉTATS31

LES ENTREPRISES35

CARNET37

ÉCO-NOTE39

➤ Minerais et métaux : la Chine versus le reste du monde, par C. Hocquard, BRGM

**TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES
POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2003**

**Métaux précieux (US\$/once)
(London fixing price)**

	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel Moyenne 2002	Moyenne Septembre	Moyenne Octobre (27/10)	Tendance octobre- septembre
Argent	5,5	5,2	4,9	4,4	4,6	5,2	5.0	- 3,8 %
Or	295	280	280	275	310	379	378	- 0,4 %
Palladium	285	360	680	540	337	211	201	- 4,7 %
Platine	370	380	545	515	540	705	728	+ 3,2 %

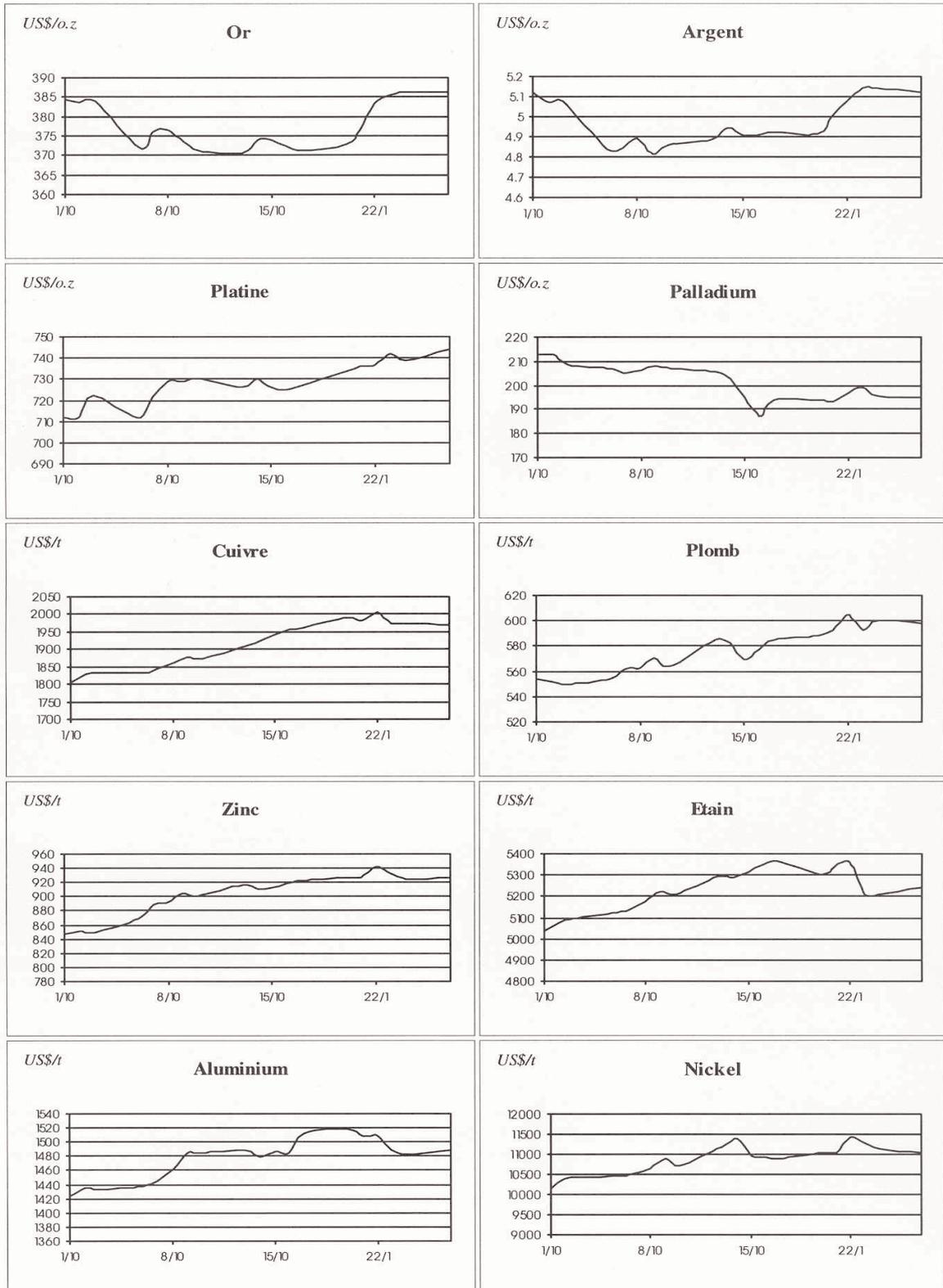
**Métaux de base et d'alliage (US\$/t)
(London LME 3 mois)**

	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Moyenne septembre	Moyenne Octobre (27/10)	Tendance octobre- septembre
Aluminium	1365	1 360	1 550	1 440	1 365	1 423	1 476	+ 3,8 %
Cuivre	1 655	1 575	1 815	1 580	1 580	1 805	1 913	+ 6,0 %
Étain	5 510	5 405	5 445	4 480	4 090	4 926	5 229	+ 6,2 %
Nickel	4 650	6 050	8 540	5 940	6 745	9 908	10 871	+ 9,7 %
Plomb	530	505	460	475	460	522	576	+ 10,4 %
Zinc	1 035	1 085	1 030	885	795	833	903	+ 8,4 %

**État des Stocks (t)
(LME)**

	Fin 2000	Fin 2001	Fin 2002	Fin août	Fin septembre	Fin octobre (27/10)	Évolution octobre- septembre
Aluminium	321 850	821 850	1 241 350	1 348 050	1 368 925	1 371 775	+ 0,2 %
Cuivre	357 225	799 225	855 625	620 150	577 975	528 450	- 8,6 %
Étain	12 885	30 550	25 610	15 840	14 665	13 920	- 5,1 %
Nickel	9 680	19 190	21 970	18 890	33 462	32 388	- 3,2 %
Plomb	130 650	97 700	183 900	161 475	153 100	151 550	- 1,0 %
Zinc	194 775	433 350	651 050	693 700	695 975	701 725	+ 0,7 %

VARIATION DES COURS SUR LA PERIODE DU 01 au 27 OCTOBRE 2003



INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. COURS ET TENDANCE

Métaux précieux : or, argent et palladium en baisse, platine toujours en hausse

L'or a connu pendant le mois d'octobre une période de creux pendant les trois premières semaines, qui l'a amené aux alentours de 372-375 \$/once avant de le voir remonter vers le niveau de 385 qui était le sien en début de mois.

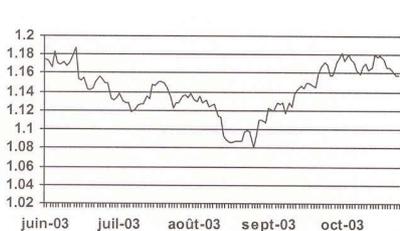
L'argent a connu une évolution presque parfaitement parallèle, descendant sous les 4,8 \$/t pour remonter au dessus de la barre des 5 \$/t.

Le palladium a continué à perdre le terrain qu'il avait regagné en septembre, pour glisser jusque sous la barre des 200 \$/once.

Le platine a poursuivi sa montée assez régulière pour passer la barre des 740 \$/once, une tendance haussière qui pourrait se poursuivre.

Métaux de base : tous à la hausse

L'ensemble des métaux de base s'inscrit dans une tendance haussière, poursuivant, en l'accentuant, l'embellie déjà décelée en septembre. Il n'est cependant pas évident que cette tendance soit directement liée à une amélioration des fondamentaux sur fonds de reprise économique encore timide. On doit en effet remarquer que la situation du dollar continue à se dégrader. Dès lors, cette évolution positive des métaux de base doit être nuancée par ce constat, et des rechutes ponctuelles ne sont pas à écarter.



Évolution du change Euro/Dollar

Le cuivre, le zinc, le plomb et même l'étain montrent des pentes relativement similaires, avec une montée régulière jusque vers le 23 octobre suivie d'un tassement en fin de mois.

L'aluminium a montré plus de volatilité dans sa montée, mais a connu de la même manière un tassement après le 22 octobre.

Le nickel a poursuivi sa forte hausse pour dépasser la barre des 11 000 \$/t après avoir franchi celle des 10 000 en septembre. Toutefois le cours du métal s'est ensuite montré plus volatil, en revenant deux fois vers la barre des 11 000.

L'évolution des stocks LME montre d'une part une stabilité pour l'aluminium, le zinc et le plomb et d'autre part une légère décline pour le nickel (-3,2%), l'étain (-5,1%) et le cuivre (-8,6%).

2. FONDAMENTAUX

Redémarrage confirmé de l'économie américaine...

Le redémarrage de l'économie américaine ne fait désormais plus de doute avec la publication de deux chiffres clés fin octobre. D'une part, la croissance du PIB s'affiche à 7,2 % en rythme annuel au troisième trimestre et, d'autre part, la consommation des ménages a fait un bond de 6 %. Des chiffres assez ahurissants, comparés au reste du monde.

La Bourse de New York a gagné plus de 30 % depuis la fin mars, en bénéficiant de l'amélioration constante de la rentabilité et de la situation financière des entreprises. Selon le "Beige book" publié par la Réserve Fédérale le 15 octobre, l'activité se renforce un peu partout dans le pays. Des entreprises évoluant dans des secteurs aussi différents qu'Intel (informatique), General Motors (automobile) ou Merrill Lynch (finance) ont annoncé, de juillet à septembre, des bénéfices très supérieurs aux prévisions. Même l'indus-

trie donne des signes d'amélioration. En septembre, la production manufacturière a augmenté de 0,7 %, ce qui n'était plus arrivé depuis le printemps 2000. Depuis 2001, les entreprises américaines se sont considérablement désendettées et ont réduit leurs coûts, notamment en licenciant.

Mais un tournant semble se produire également sur le marché du travail où la crainte d'une reprise sans création d'emplois commence à s'estomper. En septembre, pour la première fois depuis très longtemps, l'économie américaine a été créatrice nette d'emplois et le chômage est revenu à 6,1 %, quelques deux points au dessus de ce qu'il était pendant le "boom" des nouvelles technologies d'il y a trois ans, mais pas tellement supérieur au taux historique de 5,6 % observé au cours des dernières cinquante années. L'explication à ce retournement de tendance sur le marché de l'emploi américain est assez simple : avec les gains de productivité très élevés de l'industrie américaine (5,4 % en 2002), il faut une croissance d'au moins 3,5-4 % pour que l'activité économique devienne créatrice nette d'emplois. Par ailleurs, certains secteurs fortement exposés à la concurrence étrangère comme le textile, l'automobile, l'électronique grand public, etc... continuent à perdre des emplois. Mais l'activité semble suffisamment solide actuellement pour compenser ces pertes. Si la croissance annuelle en 2004 est d'environ 4 % comme le prévoient la majorité des experts, entre 75 000 et 100 000 emplois nets seront créés par mois, soit environ un million sur l'année.

Mais cette reprise tant attendue de l'économie des Etats-Unis a nécessité de considérables stimulants monétaires et budgétaires de la part de la Fed et du gouvernement. Les taux d'intérêt se trouvent au plus bas depuis plus de quarante ans et le déficit de l'Etat est à plus de 500 milliards de dollars. D'autre part, la baisse du Dollar par rapport à l'Euro et au Yen permet aux entreprises américaines de réaliser des gains de compétitivité à

l'exportation. La faiblesse du Dollar revient à transférer de l'activité économique du reste du monde vers les Etats Unis, contribuant à la déstabilisation des pays en quasi-récession de l'UE ainsi que du Japon où une timide reprise semble pourtant s'amorcer.

(*Le Monde* : 21/10/2003 ; *Yahoo Finance* : 30/10/2003)

... Alors que l'économie européenne piétine

Après la stagnation du premier trimestre et le recul au second, la zone Euro devrait renouer modestement avec la croissance au troisième trimestre avec 0,2 %, avant de connaître une accélération au premier trimestre 2004, avec 0,4 %. Telles sont les prévisions du récent sommet européen de Bruxelles.

C'est dans la reprise du commerce international que la zone Euro trouverait d'abord son salut. Selon certaines prévisions, les exportations de la zone Euro devraient bondir de 3,7 % au troisième trimestre après un recul de 3,6 % au deuxième. Pour le dernier trimestre 2003, les prévisions de croissance des exportations de la zone Euro sont de 6,4 %, en particulier vers les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale). Cette embellie du commerce extérieur européen devrait bénéficier en particulier à l'Allemagne, pays où le commerce extérieur (importations + exportations) représente 62,5 % du PIB contre 58,5 % pour l'Italie et seulement 56,0 % pour la France.

Mais d'autre part, les trois principales économies de la zone Euro devraient voir leur croissance bridée par la faiblesse persistante de la consommation des ménages. Face à la situation toujours préoccupante du marché de l'emploi et des finances publiques, ces derniers préféreraient constituer une épargne de précaution, en particulier en France. Quand au redémarrage de l'investissement des entreprises, il reste frieux sur le vieux continent.

Ainsi, selon les prévisions du FMI, la croissance américaine en 2004 sera, avec 4 %, environ deux fois supérieure à celle de l'Europe et cet écart de croissance serait encore plus important si le repli du Dollar face à l'Euro venait à s'accroître. Or, selon les prévisions de certaines banques, l'Euro, qui s'échange actuellement autour de 1,17 \$, devrait

atteindre 1,20 \$ en mars et 1,26 \$ fin 2004. Depuis 2001, l'Euro s'est envolé de 32 %, mais le Dollar n'a baissé que de 15 % par rapport au Yen. Le pilotage monétaire de Washington est donc biaisé, de façon à éviter un décrochement du Dollar par rapport aux pays asiatiques, principaux acheteurs de bons du Trésor américain sur le marché mondial et, à ce titre, grands bailleurs de fonds du consommateur américain.

Tout laisse donc penser qu'à moins d'une reprise de la consommation interne, les pays de la zone Euro continueront en 2004 à rester fortement à la traîne des Etats-Unis, et peut-être même du Japon.

(*Le Monde* : 21/10/2003 ; *Le Figaro Economie* : 15/10/2003)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

Alcan obtient le feu vert de la CE pour la prise de contrôle de Pechiney

Plus rien ne devrait désormais empêcher Pechiney de passer sous le contrôle du canadien Alcan. Le Conseil des Marchés Financiers (CMF) a, en effet, jugé recevable l'offre déposée par le groupe canadien après que celui-ci ait accepté d'accorder une garantie supplémentaire aux actionnaires de Pechiney. L'acceptation de l'offre révisée par la CMF survient après que la Commission Européenne ait donné son feu vert au rapprochement des deux groupes six semaines seulement après la notification de la transaction, mais sous des conditions assez contraignantes pour les deux groupes.

La nouvelle société issue de la fusion devra d'abord céder l'un des deux "paquets" définis avec la Commission. Le 1^{er} paquet comprend les 50 % détenus par Alcan dans le site allemand d'AluNorf, ainsi que les laminoirs de Göttingen et de Nachterstedt ; le 2^e paquet, côté Pechiney, comprend le laminoir de Neuf-Brisach, le laminoir à feuilles minces de Rugles et, si l'acquéreur le désire, le laminoir d'Annecy. L'unité de recyclage de Latchford d'Alcan pourrait s'ajouter à l'un ou l'autre de ces paquets, si l'acheteur le souhaite.

De plus, Alcan s'est engagé à fournir à l'acquéreur les ressources nécessaires en terme de R&D.

Par ailleurs, Alcan devra supprimer les chevauchements existants entre les activités des deux groupes dans les secteurs des aérosols et des cartouches en aluminium. Côté Pechiney, cela concerne les sites français de Bellegarde, Beaurepaire, Saumur, ainsi que plusieurs usines en Espagne, Italie, Grande-Bretagne et République tchèque. Enfin, la nouvelle entité devra continuer à commercialiser des licences sur certaines technologies (en particulier, les licences Pechiney) à des conditions comparables à la situation d'avant fusion et céder l'ensemble des technologies Alcan pour la cuisson d'anodes.

La fusion Alcan - Pechiney a également été approuvée par le Département de Justice américain, sous condition de cession du laminoir de Ravenswood (Pechiney) dans les six mois qui suivent la fusion. Selon Travis Engen, PDG d'Alcan, si l'offre canadienne recueille rapidement plus de 50 % de l'actionnariat de Pechiney, la transaction pourrait être achevée vers la fin novembre. Après quoi débutera la phase difficile d'intégration des actifs et du personnel des deux sociétés.

(*Les Echos* : 30/09/2003 ; *Mining Journal* : 03/10/2003)

Hausse générale des prix des métaux : oui mais ...

Flambées, records ou niveaux historiques - les superlatifs se succèdent pour dépeindre la hausse des cours des commodities. Perceptible dès la fin 2002, le mouvement s'amplifie et s'accélère. Depuis le début de l'année, le prix moyen des métaux s'envole de 23 % selon l'indice composite du LME. Le nickel a grimpé de 54 % depuis janvier, le cuivre de 25 %. Et les métaux précieux ne sont pas en reste avec l'or proche des 400 \$/once et le platine au plus haut depuis 23 ans autour de 730 \$/once. Cette embellie des matières premières, qui se combine avec une forte hausse des tarifs de l'énergie et du fret maritime, déprime celle des industries de transformation et... retarde la reprise économique tant attendue.

Le principal responsable est la Chine dont l'appétit insatiable et croissant pour les métaux vire à la boulimie. Dopé par

une croissance industrielle de 16,5 % depuis janvier et de 30 % des investissements depuis neuf mois, la voracité de la demande chinoise suffit à doper les cours des métaux. La production chinoise d'acier, en hausse de plus de 20 % depuis 8 mois, absorbe une part sans cesse croissante des ferrailles mondiales, mettant en danger les producteurs non intégrés occidentaux. A titre d'exemple, la Chine absorbera cette année 40 % des ventes mondiales de minerai de fer, soit 140 Mt. Entre 2000 et 2003, la Chine a représenté 95 % de la croissance mondiale de la demande d'acier, 99 % dans le cas du zinc et 100 % dans le cas du cuivre.

Ce tableau de hausses généralisées des cours doit toutefois être complété, voire tempéré, par une analyse spécifique du marché métal par métal.

Métaux précieux

On a beaucoup invoqué depuis un ou deux ans la baisse des réserves minières en terre comme étant l'une des causes de l'envolée du cours de l'or. Mais les Banques Centrales continuent de détenir 30 000 tonnes d'or en vertu de l'accord de Washington de septembre 1999 qui doit expirer en septembre 2004. Les réserves d'or (au sens large) sont donc pléthoriques et il n'est pas certain que les pays européens, en particulier, dont les économies sont plombées par des déficits et au bord de la récession, souhaiteront tous renouveler l'accord en 2004. La Bundesbank a déjà laissé entendre qu'elle ne souhaite pas renouveler l'accord et qu'elle souhaite écouler une partie de ses 3 450 tonnes. La discipline va-t-elle l'emporter en 2004 ? Cela reste à voir. Du point de vue économique, il ne serait pas irrationnel pour certains pays de liquider une partie de leur stocks d'or, si possible de façon disciplinée, sinon cela entraînerait une forte chute des cours.

Du côté de la demande, le rôle de quasi-monnaie de l'or le rend particulièrement attractif comme placement refuge lorsque le dollar baisse fortement comme c'est le cas actuellement. Il existe bien sûr aussi une demande physique d'or, de l'ordre de 2 500 t/an (bijouterie, électronique, monnaies...) mais cette demande est assez stable et beaucoup plus faible que le volume d'or que représentent la totalité des futures et des options traitées annuellement sur le

Comex ou le Tocom. En dehors de la spéculation, le prix de l'or est également lié à l'évolution des bourses mondiales. Lorsque celles-ci amorcent une phase haussière durable, comme cela pourrait être le cas actuellement, le prix de l'or aura tendance à baisser. On peut conclure en disant que le cours de l'or dépend de toute une série de facteurs plus spéculatifs que liés aux fondamentaux physiques du marché.

Pour le **platine**, la situation est tout à fait différente. Ce métal a surtout des usages industriels et la spéculation, bien que présente, surtout depuis la forte hausse des cours de 2002-2003, joue un rôle moins important. La baisse du dollar joue bien sûr aussi un rôle important, mais c'est surtout l'augmentation de la demande de métal " physique " pour les catalyseurs, la joaillerie et les applications électroniques qui tire les cours vers le haut, d'autant plus que l'accroissement de l'offre de platine sud-africain (75 % de l'offre mondiale) se heurtera à des difficultés dans les années à venir. On peut donc affirmer que la hausse du platine est pour beaucoup liée aux fondamentaux de son marché. Elle pourrait donc être plus solide et durable que celle de l'or.

Métaux de base

La hausse générale des métaux de base cache, elle aussi, de fortes disparités entre les divers métaux concernant la part spéculative et celle réellement liée aux fondamentaux physiques des divers marchés. Parmi les métaux de base, c'est incontestablement le nickel qui présente les meilleurs fondamentaux de marché (voir Econote de mai, pour un tableau détaillé de la situation). La demande mondiale de nickel est étroitement liée à la demande d'acier inoxydable (inox) qui est à son tour fortement corrélée avec l'évolution des indices de production industrielle mondiale. La production mondiale d'inox devrait augmenter de 50 % d'ici 2010, ce qui entraînera une augmentation du même ordre de la demande de nickel primaire à taux de recyclage équivalent à 2002. Selon nos estimations, les besoins supplémentaires mondiaux en nickel primaire d'ici 2010 sont de l'ordre de 400 kt de métal.

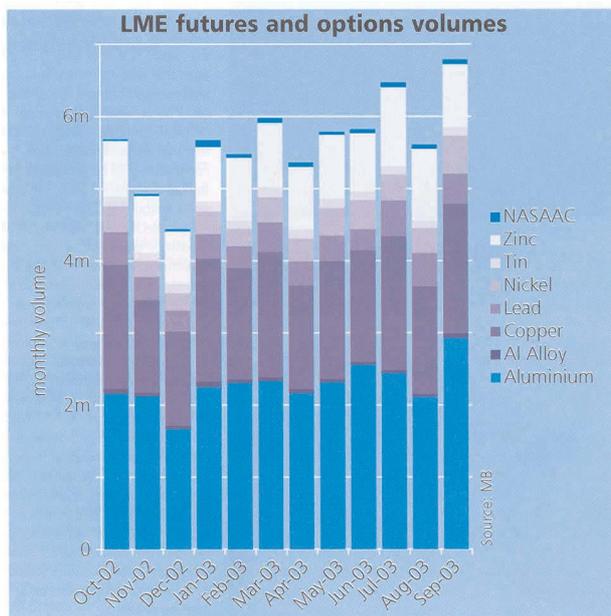
Du côté de l'offre de nickel, les analystes attendent des déficits de l'ordre de 40-50 000 t de métal pour les deux années à venir et un peu moins en 2006,

avant que l'impact du projet Voisey Bay et d'autres projets en développement ne commence à se faire sentir. Mais la situation pourrait se détériorer à nouveau à partir de 2007 en raison des incertitudes liées à l'entrée en production de Goro et autres projets " latéritiques " (Brooke Hunt, 2003). Beaucoup dépendra donc, dans l'immédiat, de Norilsk et des accroissements de production possibles en Australie (hors projets en latérites). Par conséquent, les fondamentaux du nickel paraissent solides et les prix devraient rester soutenus dans les années à venir.

La situation et les perspectives de l'**aluminium** et du cuivre sont beaucoup moins claires en terme de fondamentaux des marchés que celle du nickel. Pour ces deux métaux l'accroissement de la demande ces dernières années est venu essentiellement de la Chine où les capacités de production des fonderies pour ces deux métaux ont augmenté de façon vertigineuse. Pour l'**aluminium** actuellement, le problème vient du marché mondial de l'alumine dont les capacités de production n'arrivent plus à satisfaire la demande chinoise qui, avec 5,4 Mt importées en 2003, absorbe pratiquement toute l'alumine disponible sur le marché spot mondial (moins de 10 % des 54 Mt d'alumine métallurgique produites), malgré la hausse record des prix. On peut penser que si la Chine arrivait à produire du métal au maximum de ses capacités nominales (qui demeurent assez peu précises) elle deviendrait un exportateur important de métal, ce qui, avec l'accroissement de la production russe, rendrait le marché mondial excédentaire par rapport à la demande, d'autant plus que les stocks de métal au LME restent à un niveau record.

Il semble donc que la récente montée des prix de l'aluminium soit liée à un effet d'entraînement et, surtout, à la *spéculation*. La figure suivante présente le volume mensuel des futures et des options au LME, entre octobre 2002 et septembre 2003. L'aluminium représente à lui seul plus de 40 % du volume des contrats. Le mois passé, le métal s'est trouvé en position de déport ou " backwardation ", avec des prix au comptant supérieurs aux prix à terme. Cette opération, qui vise à créer une pénurie artificielle de métal à court terme, a pris à contre-pied beaucoup d'opérateurs qui recherchent habituellement à empocher

le différentiel entre prix à terme et prix comptant, ou "contango", en stockant du métal pour livraison au terme du contrat. Les stocks "gelés" dans ce type d'opération peuvent être très importants, ce qui, d'ailleurs, relativise l'importance du chiffre global des stocks LME pour l'aluminium.



Le **cuivre** est également un métal recherché par les spéculateurs (tout le monde se souvient de l'affaire Sumitomo - Hamanaka). Environ 30 % des contrats au LME concernent ce métal qui vient de franchir brièvement les 2 000 \$/t, un niveau oublié depuis longtemps alors que les positions acheteuses sur le cuivre atteignent actuellement des records historiques au Comex de New York.

Du côté des fondamentaux du marché, c'est le "squeeze" des mineurs sur les fondeurs entre 2001 et 2003 qui a permis aux cours du métal de ne pas s'effondrer. Les réductions de production de minerai de cuivre implémentées par BHP Billiton, Codelco et Phelps Dodge ont d'abord stabilisé l'offre de minerai avant de la faire baisser en 2002. Du côté du secteur de la fonderie, à l'abri de barrières protectionnistes et grâce au crédit facile, la Chine et Inde ont doublé leur capacités de production de cathodes de cuivre en 8 et 4 ans respectivement. Mais ces pays, auxquels s'ajoutera bientôt la Thaïlande, ne possèdent pas des ressources minières suffisantes. Une bonne partie de leur fonderies sont des "custom-smelters" - comme les fonderies européennes - vulnérables vis-à-vis des variations de l'of-

fre mondiale de concentrés de cuivre.

Actuellement, il semble bien que les restrictions volontaires des mineurs touchent à leur fin avec l'annonce de la reprise à Escondida, Tintaya, Butte et autres gisements, qui fera augmenter la production de concentrés de 3,5 % cette année et de près de 6 % en 2004, année qui verra l'entrée en production du grand gisement de Sossego en Amazonie brésilienne. Plus de minerai signifie très rapidement (2004) plus de métal, or la Chine (et quelques autres pays asiatiques) sont les seuls marchés où la demande de cuivre est croissante. Cela suffira-t-il pour absorber tout le métal supplémentaire attendu à partir de l'année prochaine ? Cela reste à voir.

Du côté du **zinc** on a assisté récemment à la fermeture d'un certain nombre de fonderies, surtout en Europe occidentale, parmi lesquelles Noyelles Godault, Avonmouth, Porto Vesme et Cockle Creek. Mais globalement, la capacité de la fonderie mondiale de zinc est toujours excédentaire à cause de la Chine.

Chez les mineurs de zinc, l'expansion des capacités mondiales s'est poursuivie, particulièrement au Pérou (avec l'ouverture d'Antamina) qui devient le 2^e producteur mondial de minerai devant le Canada alors que la production de minerai reprend fortement aussi en Irlande (Tara, Lisheen) et démarre en Namibie (Skorpion). Ces capacités minières additionnelles ont fait bondir la production minière mondiale de zinc de 5,4 % dans les sept premiers mois de l'année.

Il apparaît donc clairement que la situation du zinc est caractérisée par des surcapacités à tous les niveaux. Cette situation est directement liée à la faible intégration verticale du secteur du zinc (faible entre mineurs et fondeurs, quasi-inexistante entre fondeurs et galvaniseurs) et à l'importance des métaux en sous-produits pour la recette des mineurs et des fondeurs de zinc. Côté

production minière, le zinc est surtout produit à partir de quelques très gros et riches gisements (Red Dog, Century, Antamina) alors que les fonderies ont un marché aval assuré grâce aux tôles galvanisées utilisées surtout dans le secteur automobile. Ce marché global du zinc, peu intégré et particulièrement inélastique aux variations de prix du métal, est toujours menacé de surproduction et les stocks métal sont toujours au plus haut au LME. L'augmentation récente des prix du zinc pourrait donc n'être qu'un feu de paille.

Le **plomb**, qui donne aussi, depuis peu, des signes de vie côté prix, est un métal dont le marché est très particulier. Du côté minier, le plomb est le plus souvent un sous-produit de la mine de zinc, d'argent, voire de cuivre. Ce sont donc les paramètres économiques de ces métaux qui priment pour la production minière de plomb qui apparaît comme un produit "fatal" des mines d'argent ou polymétalliques. Dans la dernière décennie, pratiquement toute la production de concentrés de plomb a progressivement cessé en Europe et Amérique du Nord (à l'exception de la mine canadienne de Cantung) pour se concentrer en Chine et en Australie.

Côté fonderie, on a assisté depuis le milieu de la décennie 90 à une très forte expansion des capacités en Chine, où les mines locales n'arrivent plus à satisfaire la demande. Avec la fermeture accélérée des fonderies de plomb en Europe, Australie et Etats-Unis observée ces dernières années, les concentrés de plomb iront de plus en plus vers la Chine alors que dans les pays occidentaux les besoins en plomb sont presque entièrement assurés par le recyclage des batteries d'automobiles. En raison des variations de consommation de batteries en plomb traditionnellement saisonnières avec des pics en hiver, à cause du froid, et d'une certaine pénurie mondiale de minerai de plomb - difficile à estimer - on peut penser que les prix pourront se maintenir (temporairement ?) à des niveaux quelque peu meilleurs que dans le passé.

(Mining Journal : 10/10/2003 ; Metal Bulletin : 13/10/2003 ; Analyse BRGM)

Où en est l'OPA sur Ashanti Goldfields ?

La guerre déclarée entre le sud-africain AngloGold et le britannique Randgold Resources pour absorber Ashanti Goldfields semble tourner à l'avantage du premier malgré une contre-attaque de dernière minute du second. La nouvelle surenchère de Randgold valorise Ashanti à 1,7 milliards de \$ (0,56 action Randgold pour 1 action Ashanti), soit la conservation d'une faible marge au dessus de l'offre réévaluée d'AngloGold qui valorise Ashanti à 1,4 milliards de \$ (29 actions AngloGold pour 100 actions Ashanti).

Au cours de sa réunion tenue mi-octobre, le board d'Ashanti s'est unanimement porté en faveur de l'offre d'AngloGold. Il est clair que l'argument de poids d'AngloGold est sa capacité financière et technique qui se situe à une bien plus ample échelle que celle de Randgold. Ainsi, AngloGold paraît seul apte à régler le problème de la sortie de Lonmin (27,6 % d'Ashanti) qui exige un paiement cash immédiat, et à investir lourdement dans le projet d'expansion de la mine souterraine d'Obuasi qui demanderait... un milliard de \$ d'après le directeur d'Ashanti. Par ailleurs, AngloGold a été le premier à remarquer qu'en cas de rapprochement Rangold - Ashanti, Rangold représenterait seulement 30 % de la nouvelle entité.

Côté Rangold, tout est fait pour soutenir une contre-proposition viable. Rangold a ainsi obtenu de grandes banques une promesse de crédit à hauteur de 250 M\$ et même préparé une surenchère éventuelle... finalement réalisée devant la résistance d'Ashanti. Sur l'expansion d'Obuasi, le milliard de \$ réclamé par le directeur d'Ashanti serait investi... sur les 30-40 ans de vie de l'opération.

Néanmoins, la dernière offre de Randgold a peu de chances de retourner la situation car, d'une part, l'opinion du board d'Ashanti est toujours en faveur du mineur sud-africain et, d'autre part, l'actionnaire Lonmin semble inflexiblement attaché à son règlement cash (il aurait signé un accord en ce sens avec AngloGold). En attendant l'échéance de l'offre d'AngloGold qui a été reportée au 31 octobre, le dernier mot appartient au gouvernement du Ghana qui détient 16,9 % d'Ashanti ainsi qu'une " golden

share " qui lui donne le pouvoir de décision final.

(Financial Times : 14-25/10/2003 ; La Tribune : 16/10/2003 ; Mining Journal : 26/09/2003, 17/10/2003 ; Platt's Metals Week : 13/10/2003)

Barrick Gold paye son ticket d'entrée en Russie

En rachetant sur le marché de Londres 10 % des 32 % de Highland Gold mis en vente par le sud-africain Harmony qui souhaite réduire ses investissements en Russie, Barrick paye son entrée dans la mine d'or de ce pays. En plus des 10 % précédents, Barrick se voit offrir sous conditions près de 30 millions d'actions dans la nouvelle société élargie Highland Gold, ce qui pourrait porter la participation du géant canadien à 29 % alors que la part du groupe canadien Fleming dans Highland Gold baisserait à 19 %. Highland Gold exploite actuellement une mine de taille moyenne (180 000 oz/an) dans le sud-est de la Russie où la société contrôle également deux projets miniers de taille assez importante dans la région de Chita.

Barrick est le 1^{er} major de l'or à faire son entrée en Russie depuis les tentatives avortées en début et milieu de la décennie 90, lorsque Rio Tinto, puis Placer Dome et ... Barrick, avaient annoncé leur intention de répondre à un appel d'offre sur le gisement géant (50 Moz) de Sukhoi Log situé en Sibérie centrale.

Les observateurs voient dans le retour de Barrick sur la scène russe, d'une part un signe de l'amélioration de la situation en terme de droit minier russe depuis une dizaine d'années et de l'autre, un exemple de la course à la hausse des réserves en terre que toute grande compagnie minière se doit de réaliser pour satisfaire à son rating boursier. Actuellement, les majors consomment chacun plus de 4 Moz/an de réserves et leur remplacement, ainsi que l'augmentation des réserves en terre sous contrôle (" resource base ") constitue l'un des critères les plus usuels utilisés par les analystes boursiers. Il y a, d'ailleurs, un parallèle à souligner entre la démarche de ces sociétés minières et celle des grands pétroliers internationaux qui commencent à prendre des participations dans

les sociétés russes qui détiennent des réserves importantes de pétrole et de gaz. Certains grands pétroliers mondiaux ont même commencé à investir dans des projets d'exploration (" greenfield ") ce qui n'est pas encore le cas des mineurs d'or occidentaux qui, pour le moment, se sont contentés de mettre en production, en association avec des syndicats locaux, quelques gisements situés dans l'extrême orient russe, découverts et déjà largement explorés à l'époque soviétique.

Mais si Barrick souhaite étendre ses activités au delà des actifs repris de Highland et, par exemple, participer au futur appel d'offre sur Sukhoi Log, il devra faire face à un nouveau prédateur local dans le domaine de l'or : Norilsk Nickel. Celui-ci a produit déjà près d'1 Moz d'or en 2002 et, selon certaines sources, cible déjà une production de 3 Moz d'ici 4-5 ans. Pour Sukhoi Log, Norilsk a clairement annoncé la couleur : il gagnera le futur appel d'offres contre toute opposition. En Russie, une telle annonce ne doit pas être prise à la légère, ni par Barrick ni par aucun mineur occidental...

(Mining Journal : 17/10/2003 ; Analyse BRGM)

Eramet - alliages : la restructuration est aussi lancée

Après l'annonce de la fermeture du site de Boulogne sur mer (351 emplois) faite par la direction de Comilog (filiale à 60 % d'Eramet) le mois dernier, c'est au tour de la division Alliages d'Eramet (aciers spéciaux, superalliages, titane ...) d'être visée par la restructuration. Ironie de l'histoire, c'est la branche nickel du groupe, dont les résultats actuels sont boostés par le cours élevé du métal, qui a permis d'éviter un naufrage plus important dû aux mauvais résultats répétés des divisions Manganèse et Alliages... créées dans le but de diversifier l'activité pour la rendre moins tributaire d'un seul métal !

Eramet-Alliages verra donc son effectif en France (4 100 personnes) amputé de 750 postes, dont 400 licenciements. Les six sites de production métropolitains seront tous touchés, mais plus particulièrement (totalisant 82 % des suppressions de postes) Les Ancizes (Puy-de-Dôme, -212), Imphy (Nièvre, -103), Gennevilliers (Hauts-de-Seine, -144) et Pamiers

(Ariège, -158). Dans le même temps, Eramet prévoit un renforcement sur trois sites : Issoire (Allier), Les Ancizes et Pamiers.

Toutes ces mesures entreprises par Eramet (actionnaires majeurs : 38 % famille Duval et 26,21 % Cogema), y compris les remaniements annoncés en Belgique, Norvège et Etats-Unis (200 postes supprimés), devraient coûter 100 Ms au groupe. A part, peut-on citer le transfert, en Chine, de l'usine de ferromalliages de Shaoxing (800 emplois) vers Guilin. Tout de même un sujet de satisfaction pour le groupe à court terme, la montée en puissance de sa production de nickel de Doniambo, en Nlle Calédonie, qui montera jusqu'à 75 000 t/an d'ici juin 2004.

(Les Echos : 19/09/2003 ; L'Usine Nouvelle : 25/09/2003 ; Metal Bulletin : 22/09/2003)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

Offre restreinte d'alumine pendant deux ans

Le marché de l'alumine (54 Mt/an) est entré en déficit lors du dernier trimestre 2002, entraînant aussitôt une hausse importante des prix spot qui ont dépassé 300 \$/t puis se sont maintenus autour de ce niveau. D'après les analyses, ce niveau de prix devrait perdurer encore deux ans, période qui correspond, si l'on regarde ce qui s'est passé pendant les vingt dernières années, au temps de réponse nécessaire aux industriels pour rééquilibrer le marché. Si le niveau du prix spot, qui ne représente que 4 à 6 % du marché mondial de l'alumine métallurgique, n'a eu jusqu'à présent qu'une incidence limitée - encore que les industriels chinois se soient beaucoup servi de ce moyen d'approvisionnement - il est question depuis des mois de répercuter la tendance haussière sur l'ensemble des contrats à terme. Alors que le prix sur les contrats de moyen terme (3-5 ans) se négociait à 11-14 % du prix du métal sur le LME, il est question de 15-17 % pour la période actuelle, tandis que le prix des contrats court terme s'assimilerait au prix spot actuel, soit 18-20 % du prix du métal sur le LME.

Deux facteurs principaux ont conduit à la situation actuelle de tension sur l'offre d'alumine. Ce sont la faiblesse du prix en 2000-2001 (moyenne de 150 \$/t) à l'origine d'un frein sur les investissements et le décollage de la consommation chinoise qui progresse d'un taux à deux chiffres d'une année sur l'autre et dont un analyste de Macquarie avance une hausse moyenne annuelle de 9-10 % pour la période 2000-2010. L'aspirateur chinois négocie actuellement l'alumine australienne vers 310-315 \$/t cif sur le marché spot, avec un effet d'entraînement sur l'alumine locale

qui atteint 362-386 \$/t pour le plus grand bonheur de Chalco. En retour, certains pensent que la fermeture programmée des petites fonderies à cuves Söderberg pourrait s'accélérer.

La conséquence immédiate a été la réouverture des capacités précédemment fermées. Ainsi aux Etats-Unis, Alcoa a remis en route 300 kt/an de capacité à son usine de Point Comfort (Texas) dès le début 2003 tandis qu'en Bosnie, la raffinerie de Birac a redémarré en juillet. Il est maintenant question pour l'américain Ormet de rouvrir Burnside (Louisiane, 600 kt/an) en fin d'année tandis que Rusal pourrait rouvrir la raffinerie d'Oradea en Roumanie.

Car des hausses de capacités substantielles n'entreront en service qu'à partir de fin 2004 avec le projet australien greenfield de Gladstone (Comalco, 1,4 Mt/an), puis à partir de 2005 avec des projets brownfield dont les plus conséquents sont ceux d'Alunorte (Brésil, + 1,8 Mt/an), Suralco (Surinam, + 250 kt/an) et Pinjarra (Australie, + 600 kt/an). Mais côté chinois, il faut rappeler l'arrivée discrète cette année de deux nouveaux acteurs, Huangue (100 kt/an) et Yimei (50 kt/an) et l'arrivée massive de 3,8 Mt/an de nouvelles capacités en 2005, dont 3 Mt/an de projets greenfield amenant quatre nouveaux acteurs. Sans oublier la déclaration récente de Chalco qui veut construire dans le Henan une nouvelle raffinerie de capacité 700 kt/an, opérationnelle dès la fin 2005, avec l'appui financier de l'Etat.

(*Metal Bulletin* : 29/09/2003, 13/10/2003 ; *Mining Journal* : 26/09/2003, 03-10/10/2003 ; *Platt's Metals Week* : 22/09/2003 ; 06/10/2003)

Aux Etats-Unis, Intalco continue de résister

Enfin, la fonderie Intalco (filiale d'Alcoa) de Ferndale (Washington) continuera de tourner mais à plus bas régime. D'un côté, Alcoa est arrivé à un

accord avec son fournisseur d'électricité, la Bonneville Power Administration, mais accord selon lequel Alcoa a prétendu qu'il réduisait l'intérêt de l'opération Ferndale. De l'autre côté, c'est le syndicat des employés qui semble avoir arraché la décision en signant pour un an avec la direction d'Intalco le renouvellement d'un contrat d'emploi à profil bas. Sur une capacité de 272 kt/an, la production, qui était bridée à deux lignes de cuves et 180 kt/an en raison de la hausse du coût de l'énergie, passera à 90 kt/an. Intalco est la seule fonderie rescapée de la région Pacifique Nord-ouest des Etats-Unis, mais cette limitation va entraîner la réduction d'un tiers de l'effectif actuel de 600 personnes.

(*Mining Journal* : 03-17/10/2003 ; *Platt's Metals Week* : 22/09/2003, 13/10/2003)

Alcoa veut rester en tête de la course

Menacé de perdre sa place de leader par son grand rival canadien Alcan, en cas d'absorption du français Péchiney, l'américain Alcoa semble mettre les bouchées doubles. Au Bahrain le mois dernier (cf. Ecomine septembre), Alcoa relançait d'une 6^e ligne de production d'aluminium dès son entrée (protocole signé) à hauteur de 26 % dans le capital d'Aluminium of Bahrain (Alba), signifiant une capacité de 1,13 t/an opérationnelle vers 2007 (?). A Brunei, Alcoa a signé un autre protocole d'accord pour monter un projet de construction d'une fonderie de capacité 300 kt/an dont l'ouverture se ferait vers l'horizon 2006. Dans ces deux cas, c'est Alcoa World Alumina and Chemicals (AWAC) qui est pressenti pour fournir tout ou partie de l'alumine nécessaire (respectivement 2,2 et 0,6 Mt/an).

En Chine, Alcoa serait prêt à construire une unité de production d'énergie pour assurer l'alimentation des usines de sa JV avec Chalco : les deux partenaires s'étaient mis d'accord pour relever la production du complexe de Pingguo à

850 kt/an d'alumine et à 380 kt/an d'aluminium. Enfin, en Russie, Alcoa est rapidement entré en négociations avec Sual dans le grand projet de développer le gisement de bauxite de Timan, dans la République de Komi (2,1 milliards de \$ d'investissement) dès l'OPA sur Péchiney connue. D'ailleurs, Péchiney, qui semble très embarrassé de cette tournure, exclut un accord à trois. Rappelons qu'il s'agissait ici, sur une base 60 % Sual - 40 % Péchiney, de relever la production de bauxite de 1,0 à 6,5 Mt/an, de construire une raffinerie de capacité 1,4 Mt/an et une fonderie de capacité 0,5 Mt/an ...dont la technologie aurait probablement été l'AP50 de Péchiney.

(Metal Bulletin : 22/09/2003 ; MB News : 20/10/2003 ; Mining Journal : 03/10/2003 ; Platt's Metals Week : 22/09/2003)

Redéploiements chez Hydro Aluminium

L'expansion d'Hydro Aluminium - division du conglomerat norvégien Norsk Hydro - semble refléter la bonne santé du groupe qui a enregistré une hausse de 29 % de son bénéfice opérationnel au 3^e trimestre. Poursuivant sa stratégie de gains de parts de marché en Europe et en Asie, Hydro (3 Mt/an) semble vouloir privilégier l'aval filière et la régionalisation des activités de production confiées à des " fournisseurs ".

Conséquence dévoilée, la perte programmée pour 2006 de 70 000 t/an de capacité dans ses usines norvégiennes d'Høyanger et d'Ardal, correspondant à l'arrêt des vieilles cuves Söderberg trop polluantes, qui n'entraînera ni expansion ni même remplacement. Au contraire, le plan d'Hydro prévoit et la suppression de 330 emplois et l'augmentation de la productivité du dispositif à cuves " self bake " qui sera conservé : 54 kt/an à Høyanger et 172 kt/an à Ardal.

Poursuivant son expansion en Europe, Hydro vient de signer avec le producteur Slovène Talum (à 86 % Etat slovène) qui lui fournissait 50 000 t/an de lingots d'aluminium extrudé, un avenant portant sur la fourniture de 70 000 t supplémentaires pendant sept ans à compter du 1^{er} janvier 2004. D'après Hydro, l'opération s'inscrit dans la stratégie de croissance des parts de marché du groupe en Europe centrale, de l'est et du sud.

Hydro étend aussi sa présence en Asie, tout d'abord en ouvrant un comptoir à Singapour. Mais pour assurer son approvisionnement en métal sur ce marché, Hydro disposait jusqu'à présent de son usine australienne de Kurri Kurri (150 kt/an) et d'achats effectués auprès de l'usine Rusal de Sayansk (Sibérie méridionale) qui produit 400 kt/an et qui va être développée pour produire 260 kt/an de plus à partir de 2007. Le projet russe de construction à Sayansk, avec la coopération technique d'Hydro, d'une unité de production d'aluminium extrudé de capacité 80 kt/an opérationnelle fin 2003 (extensible à 160 kt/an dans quelques années) entre aussi dans le plan du norvégien. Poursuivant sur cette voie, Hydro a décidé de construire en Chine (région sud-est) une usine de moulage de pièces d'aluminium dont il fournira, bien entendu, la technologie.

(Financial Times : 21/10/2003 ; Metal Bulletin : 22/09/2003, 13/10/2003 ; Platt's Metals Week : 22/09/2003)

Rusal, une histoire de magnats russes...

Au départ, le producteur d'aluminium primaire n° 1 russe et n° 2 mondial Russian Aluminium (Rusal), 2,5 Mt en 2002, appartient à 50-50 % à deux magnats qui l'ont créé au début de l'année 2000 par fusion de leurs actifs, via leurs véhicules financiers. Il s'agit de Roman Abramovich (Millhouse Capital) et d'Oleg Deripaska (Basic Element).

Fin septembre, Roman Abramovich a cédé à son partenaire Oleg Deripaska 25 % du capital de Rusal pour un montant situé, suivant les sources, entre 1,3-1,7 et 2,0 milliards de \$, alors que les experts évaluent Rusal à 6-7 milliards de \$. O. Deripaska, devenu président et détenteur de 75 % du capital, semble entièrement tourné vers le développement de Rusal (projet d'investir 7 milliards de \$ sur la décennie et objectif de doubler rapidement la production) et de son empire industriel (constructeur d'automobiles GAZ, compagnies papetières, services financiers, production d'énergie, etc...).

Le plan d'expansion de Rusal est très ouvert puisque sont évoquées des augmentations de capacité (600 kt/an dont 250 à Sayanogork) ou de productivité (250 kt/an) et des acquisitions (citées les compagnies Alscorp au

Nigéria et Tadjik au Tadjikistan). Aux dernières nouvelles, l'ouverture du capital de Rusal est d'actualité car O. Deripaska cherche des cofinancements aux grands projets dont la compagnie a besoin pour concrétiser son ambition de devenir l'aluminium n° 1 mondial.

Pour la petite histoire, R. Abramovich avait cédé, en début d'année, la compagnie pétrolière Sibneft (n° 5 russe) à sa rivale Youkos Oil Co, pour 3 milliards de \$ plus 25 % du capital de la nouvelle entité : YoukosSibneft (n° 4 mondial). Le principal actionnaire de Youkos est Mikhail Khodorkovsky qui comptait ouvrir le capital aux pétroliers américains ...

(Financial Times : 03-06/10/2003 ; Metal Bulletin : 06-13/10/2003 ; Mining Journal : 26/09/2003, 10/10/2003)

CUIVRE

Marché toujours en verve et producteurs chinois inquiets de l'offre de concentrés

Dans le droit fil de la conjoncture décrite le mois dernier (cf. Ecomine septembre), le cours du cuivre n'a cessé de grimper au cours du mois d'octobre, crevant le plafond des 2 000 \$/t puis résistant au dessus de 1 950 \$/t. L'International Copper Study Group a donné pour les sept premiers mois un déficit de 298 kt de cuivre raffiné (conjonction d'une hausse de la demande et d'une chute de la production de métal secondaire), donc une accentuation par rapport au bilan semestriel et une confirmation de la tendance. Mais dans le même temps, Codelco vient de révéler que le stock de métal raffiné qu'il a accumulé pour restreindre l'offre a atteint 160 kt. Bien entendu, les conditions de remise dans le marché, " après la baisse des stocks mondiaux vers 0,8 Mt " restent dans le flou.

Moteur principal de cette situation, la hausse de la demande chinoise de métal raffiné qui devrait atteindre 3 Mt cette année, soit + 14 % par rapport à l'an dernier. En fait, la demande serait supérieure à la consommation et les producteurs locaux passés en position vendeurs. La production devant atteindre 1,7 Mt, on attend donc un chiffre total pour les importations chinoises avoisinant 1,4 Mt de cuivre contenu (+ 27 %).

Dans ce contexte, l'outil de production chinois a nécessité à assurer ses besoins en concentrés comme l'illustrent les deux exemples suivants. Le producteur Yunnan est en train de négocier avec le mineur PT Freeport Indonesia (exploitant le gisement géant de Grasberg) un nouveau contrat d'approvisionnement en concentrés de cinq ans, prévoyant de quintupler le tonnage du contrat précédent, soit 200 000 t/an à partir de 2004. A une autre échelle, six des majors chinois de la production de cuivre (70 % des 1,7 Mt produites) viennent de conclure une alliance afin d'importer à de meilleures conditions qu'actuellement des concentrés : Jiangxi Copper, Yunnan Copper, Tongling Nonferrous Metals, Daye Nonferrous Metals, Jinchuan Nonferrous et Zhongtiaoshan Nonferrous Metals.

(*La Tribune* : 07/10/2003 ; *Metal Bulletin* : 22/09/2003, 20/10/2003 ; *Mining Journal* : 26/09/2003, 10-17/10/2003 ; *Platt's Metals Week* : 22/09/2003, 13/10/2003)

Codelco récupère la fonderie ENAMI de Ventanas et retarde Mejillones

Le gouvernement du Chili a fini par remanier le board de la compagnie ENAMI, dont le rôle principal est de fournir assistance aux petits et moyens producteurs de cuivre chiliens, afin qu'elle accède à la vente de certains actifs comme le gouvernement le souhaitait. C'est aussi compris comme une opération de dépolitisation du board dans lequel le président de l'Etat chilien tenait une place trop importante. Au terme de ce remaniement, le producteur Codelco et ENAMI se sont mis d'accord pour que le premier achète au second la fonderie de Ventanas pour un montant avoisinant 370 M\$. Ventanas a traité, en 2002, 398 kt de concentrés et produit 323 kt de cuivre raffiné. ENAMI mettra à profit ce cash pour alléger sa dette qui atteint 480 M\$.

Par ailleurs, Codelco a remis à plus tard le lancement de son projet Mejillones, complexe fonderie - raffinerie à installer dans le nord du pays, d'un montant estimé à 1,2 milliards de \$. Les raisons en seraient un approvisionne-

ment en concentrés dépendant de mines encore en développement et la recherche d'un partenaire. Certains noms ont été avancés : Outokumpu, Noranda, Nippon Mining & Smelting ...

(*Metal Bulletin* : 22/09/2003, 13/10/2003 ; *Mining Journal* : 03/10/2003 ; *Platt's Metals Week* : 22/09/2003)

Accident à la mine géante à cuivre-or de Grasberg

Un accident dramatique s'est produit le 9 octobre dans la mine à ciel ouvert géante de Grasberg (Papouasie, Indonésie) avec l'effondrement soudain d'une partie du parement qui a provoqué la mort d'une dizaine de personnes. La direction a nié tout cas de surproduction qui a été avancé pour expliquer l'accident. Les conséquences sur le plan de production seraient inférieures à 10 % d'après la direction. Grasberg devait produire cette année 635 000 t de cuivre et 81 t d'or.

(*Metal Bulletin* : 13-20/10/2003 ; *Mining Journal* : 10-17/10/2003 ; *Platt's Metals Week* : 13/10/2003)

Hindalco se renforce en Australie

Un an après l'acquisition de la mine australienne de Nifty (Australie occidentale), le producteur indien Hindalco (Birla Group) récidive dans le pays avec l'achat de la mine de Mt Gordon (Queensland). Hindalco a payé aux représentants des créanciers de Western Metals (en faillite) l'équivalent de 14,1 M d'US\$ pour acquérir la société qui a produit 45 000 t de cuivre cathode l'an dernier.

L'objectif d'Hindalco étant de pouvoir alimenter en concentrés sa fonderie de Dahej située sur la côte occidentale indienne (250 kt/an), l'usine de production de cuivre cathode de Mt-Gordon serait supprimée. Sur Nifty, qui produit 30 000 t/an de cuivre cathode, une étude de faisabilité est en cours pour développer la production suivant le même schéma.

(*Metal Bulletin* : 29/09/2003 ; *Mining Journal* : 26/09/2003)

Nouvelles ressources pour le gisement Cu-Ag de Dikulushi

La compagnie Anvil Mining a évalué les ressources restantes du gisement à cuivre-argent de Dikulushi (RDC) suite à une récente campagne de sondages. Il s'agit de minerais (cut off de 1,5 % de cuivre) présents sous l'actuelle mine à ciel ouvert dont les réserves (aux cours de 0,75 \$/livre de cuivre et de 5,4 \$/oz d'argent) sont également communiquées.

Gisement de Dikulushi	tonnage minéral Mt	teneur cuivre %	tonnes de cuivre	teneur argent g/t	tonnes d'argent
(a) réserves prouvées et probables du gisement en open pit en activité	1.14	8.11	92 454	238	271
(b) total nouvelles ressources sous-jacentes	1.72	7.17	123 544	201	346
(b1) dont ressources mesurées	0.57	7.48	42 860	205	117
(b2) dont ressources indiquées	0.94	7.15	67 139	209	196
(b3) dont ressources inférées	0.21	6.45	13 545	153	32

Tabl. : Réserves (fosse actuelle) et ressources (projet de 2^e fosse) du gisement de Dikulushi.

Il est aussi question de changer de type de traitement du minerai en juin 2004, date à laquelle la séparation par gravité sera abandonnée au profit d'une flottation précédée d'un broyage.

(*Mining Journal* : 17/10/2003)

ÉTAIN

Minsur profite du cours de l'étain pour revoir ses ressources

Les ventes de Minsur, seul producteur péruvien d'étain, devraient atteindre 160 M\$ cette année. Ses clients sont aux Etats-Unis (environ 60 % des ventes), en Europe (environ 40 %) et pour 5 % seulement dans quelques pays sud-américains. Ce bon résultat a été atteint grâce à la reprise du cours du métal, négocié actuellement à 4 840 \$/t, et grâce aux 35 000 t d'étain à 99,77 % de pureté que sa raffinerie de Pisco (45 kt/an de capacité) sortira cette année. La production minière vient de la mine de San Rafael qui devrait produire environ 39 000 t. Minsur va donc profiter de cette embellie pour lancer un programme d'exploration d'un montant de 8 M\$ sur la concession de la mine et sur d'autres permis. Minsur étudie également la possibilité de porter la capacité de la raffinerie à 60 kt/an.

(*Platt's Metals Week* : 22/09/2003)

Le petit producteur Marlborough veut augmenter sa production d'étain

La mine d'Ardlethan (70 % Marlborough, 30 % Malaysia Smelting Corp), située en Nelle Galles du sud, a la capacité d'augmenter son niveau de production. L'opérateur australien Marlborough Resources veut donc en profiter pour le relever de 70 % en construisant une 2^e unité de traitement. Soit une capacité de 2 200 t/an de métal contenu. Le montant de l'investissement, équivalent à 3,2 M d'US\$, serait couvert par une émission de nouveaux titres, à laquelle le co-actionnaire entend bien participer.

(Platt's Metals Week : 22/09/2003)

FER ET ACIER

Les prévisions de croissance dans l'acier poussent sidérurgistes et mineurs à s'organiser

D'après le producteur de fer brésilien CVRD, n° 1 mondial, le volume du "seaborne market" est passé de 480 Mt l'an dernier à 520 Mt cette année, et devrait atteindre 550 Mt en 2004.

En **Australie**, BHP Billiton s'affaire sur son projet MAC (Mining Area C) qui doit être officiellement inauguré le 30 octobre. Situé dans le nord de l'Australie occidentale (Pilbara), le projet prévoit une production de 15 Mt/an qui commencera sur le gisement "C" renfermant 210 Mt de réserves. Le minerai, de type Marra-Mamba, comprendra 65 % de tout venant et 35 % de fines ; il sera évacué par le port de Finucane Island. La pleine capacité devrait être atteinte dès le 1^{er} trimestre 2004... à condition que les ventes suivent. Le gisement "C" est la propriété de la JV Posmac, détenue à 80 % par Mt Goldsworthy (85 % BHPB, 8 % Itochu, 7 % Mitsui & Co) et à 20 % par l'aciériste sud-coréen Posco. Ce dernier s'est déjà réservé 3 Mt/an sur une durée de 25 ans et les japonais une autre partie non précisée.

La compagnie Portman, qui exploite le gisement de Koolyanobbing (Australie occidentale), a investi l'équivalent de 13,6 M d'US\$ pour mettre en exploitation deux gisements attenants, Windarling et Mt Jackson, qui viennent d'entrer en production. Avec l'apport de

minerais provenant de ces nouveaux sites (transportés, mélangés et traités sur le carreau de Koolyanobbing), Portman espère produire et exporter 4,8 Mt en 2004. Une extension à 5,2 Mt/an est déjà prévue, qui demandera un investissement supplémentaire.

Au **Brésil**, CVRD (Companhia Vale do Rio Doce) va augmenter de 15 Mt/an l'an prochain sa capacité d'exportation grâce, notamment, aux expansions de production depuis ses gisements de Cajaras et de "Système sud". CVRD est particulièrement attentif à sa clientèle chinoise. Ses exportations vers ce pays sont passées de 10,2 Mt en 2001 à 17,0 en 2002 et à 20,8 cette année. CVRD compterait pas moins de six clients aciéristes chinois avec lesquels il a passé des contrats portant sur des durées de 3 à 10 ans en général. Le contrat à la plus longue durée, 20 ans, a été passé avec Baosteel, le n°1 chinois avec lequel il exploite en JV le gisement d'Agua Limpa (Minas Gerais).

De son côté, Samarco Mineração a signé avec l'aciériste chinois Shaoguan un contrat d'approvisionnement de 10 ans dont le volume n'a pas été révélé et dont la prise d'effet se fera dans la période fin 2004 - début 2005. Shaoguan, qui a relancé son développement (cf article suivant), assure ses futurs besoins en minerai. Samarco Mineração avait précédemment passé un contrat avec un autre aciériste chinois, Hangzhou, pour la fourniture d'1 Mt de pellets/an (cf. Ecomine septembre).

En **Inde**, le producteur moyen Mineral Enterprises Ltd veut céder 24 % de son capital à des investisseurs étrangers afin de se développer dans un meilleur contexte. MEL, dont les ressources seraient de 50 Mt, produit actuellement 1,2 Mt de minerais dont les deux tiers sont exportés. Des aménagements portuaires sont nécessaires avant toute hausse de production. Deux sociétés se sont montrées intéressées, l'américaine Cargill Exports et la japonaise Kanematsu Corporation.

(Metal Bulletin : 29/09/2003, 06-13-20/10/2003 ; Mining Journal : 03/10/2003)

Les projets acier continuent de pleuvoir en Chine

Investissements chinois. L'aciériste Kunming Iron & Steel (Kisco)

va construire à Yuxi (Yunnan) une aciérie intégrée de capacité 1 Mt/an. Ce projet greenfield, estimé à 360 M\$ et dont l'étude de faisabilité est en cours, sera cofinancé par la ville à hauteur de 49 %. Kisco espère commencer la production avant la fin 2004 ! L'aciériste Shaoguan, qui a récemment doublé sa capacité sur le site de Qujiang (à 4,5 Mt/an), a lancé un nouveau projet de construction d'une aciérie intégrée de capacité 5 Mt/an à Huizhou (Guangdong), dont le démarrage n'est toutefois pas prévu avant 2010.

Investissements étrangers.

L'homme d'affaires sino-indonésien Lin Hsing Hua est en train de monter un projet de construction d'une aciérie intégrée de capacité 6 Mt/an à Fuzhou (Fujian). Seul financeur du projet, il va néanmoins s'associer avec l'aciériste taiwanais I-Lian Group (ex-Yieh Group) - qui prendrait une part minoritaire - afin d'assurer la réalisation et le support technique. Aucun calendrier n'a été fourni.

Investissements mixtes. Le nouveau groupe japonais JFE Steel (sidérurgiste n° 4 mondial en volume) a passé avec l'aciériste chinois Guangzhou Iron & Steel Enterprises Holdings (GIS) un accord de base pour la construction en JV d'un laminoir de production de tôles d'acier galvanisées à chaud à Nansha (zone de développement de Guangzhou, Guangdong). La nouvelle Guangzhou - JFE Steel Sheet Company (51 % JFE, 49 % GIS), estimée coûter 179 M\$, aurait une capacité de départ de 400 000 t/an. Ce projet, qui prévoit des hausses rapides de sa capacité en cas de besoin, pourrait n'être qu'une 1^{er} étape et être suivi d'un élargissement de la JV à la construction d'une aciérie intégrée de capacité 10 Mt/an.

L'objectif principal de JFE - et du partenaire chinois - est de participer au boom de la construction automobile chinoise : de 6,1 millions d'unités en 2003, la production devrait doubler de capacité d'ici 2005. Le choix du site de Guangzhou n'est donc pas un hasard puisque Honda et Nissan sont déjà établis dans le sud du pays tandis que Toyota pourrait les rejoindre à moyen terme.

(L'Usine Nouvelle : 02/10/2003 ; Metal Bulletin : 22-29/09/2003, 13/10/2003)

Chine : vers la construction d'une surcapacité mondiale d'aciers inoxydables ?

La Chine est le 1^{er} consommateur mondial d'aciers inoxydables avec 2,8 Mt en 2003 alors que sa production est encore un peu inférieure à 3 Mt. Mais la rapidité d'investissement dans ce secteur est telle que les analystes, qui envisageaient récemment un doublement de sa production d'ici 2007 (à 6,5 Mt), sont pris de vitesse : Tisco, Posco... en ont rajouté depuis, notamment dans les inox laminés à froid. L'inventaire des projets, depuis la mise en route en septembre 2003 du projet Posco-Jiangsu jusqu'à celle du projet Tangshan en fin 2007, représente près de 4 Mt de nouvelles capacités (tabl. ci-dessous).

Société parente	Localisation	Type production	Capacité Mt/an	Mise en route
Taiyuan I&S Co : Tisco	Shanxi	aciers inox ...	1.50	2005
JV Tangshan I&S : Tangang	Hebei	aciers inox ...	0.30	fin 2004
idem, phase 2		aciers inox ...	0.90	fin 2007
JV Posco-Jiangsu Shagang	Shanghai	laminage à froid	0.18	2003
idem, phase 2	Hubei	fonderie, moulage, laminage	0.60	2006
JV Posco-Qingdao	Shandong	laminage à froid	0.18	2005
Yusco (Yieh United Stainless Steel Co)	Guangdong	laminage à froid	0.30	?
total 2003 - 2007			3.96	

Tabl. : Augmentation prévisionnelle de la capacité de production d'aciers inox en Chine.

Comme, dans le même temps, la consommation chinoise devrait atteindre 5,5 Mt, le plus récent bilan de l'excédent exportable attendu en 2007 se situerait vers 1,0-1,5 Mt. Ce scénario contredit celui d'un analyste autrichien indépendant qui ne prévoit pas une autosuffisance chinoise (inox laminés à chaud qui constituent 90 % du marché) avant 2009-10. Mais la question latente concerne l'impact sur le marché des aciers inoxydables (65 % de la consommation de nickel) du haut niveau actuel du cours du nickel qui est à plus de 11 000 \$/t !

(L'Usine Nouvelle : 16/10/2003 ; Metal Bulletin : 06-13/10/2003 ; MB News : 20/10/2003 ; Platt's Metals Week : 22/09/2003)

Objectif consolidation chez les aciéristes russes

Tous les acteurs de la filière fer-acier russes savent que la sauvegarde de leur compétitivité passe par une nécessaire consolidation du secteur. Dans cet

objectif, Evraz Holding, l'aciériste russe n° 1, a entamé des pourparlers séparés avec Severstal et Novolipetsk Iron & Steel (NLMK). Severstal et NLMK sont des entreprises du type à production concentrée en un seul complexe.

Une telle fusion pourrait créer l'aciériste n° 5 mondial. Evraz Holding a commencé sur cette voie en se focalisant sur les produits longs où il détient un monopole de fait. Il avait fusionné avec trois fabricants de ces produits longs et vient tout récemment de faire son entrée dans le capital d'Amurmetal (40 %), dernier fabricant de produits longs à ne pas être sous sa coupe.

Severstal a aussi un plan de développement devant porter sa production d'acier à 9 Mt/an. Il vient de décider la

construction d'une aciérie de type " coulées en poches ", de capacité 4,8 Mt/an qui devrait être opérationnelle fin 2004-début 2005.

Reste que cette restructuration de la sidérurgie russe semble souvent dépendante de directeurs - propriétaires de compagnies aux ambitions personnelles pouvant passer avant tout autre intérêt.

(Metal Bulletin : 01-04/09/2003 ; Mining Journal : 05/09/2003)

PLOMB - ZINC

Glencore ferme la raffinerie de Porto Vesme " pour un an "

Après une longue bataille de Glencore avec l'Etat italien à propos de la hausse du coût de l'électricité qui lui est fournie par l'opérateur national, le groupe suisse a finalement décidé de fermer la raffinerie sarde de Porto Vesme pour une durée d'un an. La raffinerie n'opérait plus qu'à 80 % de sa capacité. Le complexe comprend pour la production de zinc un four de capacité 80 kt/an et une unité électrolytique de 110 kt/an. Et pour la production de plomb, un four de capacité 90 kt/an et une unité de raffinage de 120 kt/an. D'un coup, c'est environ 700 licenciements annoncés, soit 90 % de l'effectif.

Sous un autre angle, cette fermeture va renforcer la tension sur l'offre de plomb-zinc en Europe après les fermetures de Noyelles-Godault (France, Metaleurop), d'Avonmouth (Royaume Uni, MIM Holdings) et la fermeture de la raffinerie n° 2 de Northfleet (Royaume Uni, MIM Holdings). La décision de Glencore a donc poussé à la hausse la prime de raffinage et le cours du plomb tandis que l'impact sur le zinc a été nul en regard du haut niveau actuel des stocks du LME. Bien entendu, la question latente est celle de l'avenir de cette raffinerie emblématique de l'Europe et de la durée réelle de la fermeture qui a commencé le 1^{er} octobre.

(Metal Bulletin : 29/09/2003 ; Mining Journal : 26/09/2003)

Teck Cominco rachète les actifs Zn-Pb de l'australien Western Metals

Le mineur canadien Teck Cominco s'est engagé à racheter les actifs zinc - plomb de Lennard Shelf, situés dans la région de Kimberley (Australie occidentale), à l'australien Western Metals qui est en faillite (cf. article aluminium/ WM-Mt-Gordon). La cession, d'un montant équivalent à 17,5 M d'US\$, est assujettie à une remise à zéro de la partie emplois et à une mise en maintenance dans les prochaines semaines. Teck-C veut se donner le temps de reprendre l'évaluation des réserves et des ressources, jusqu'à relancer l'exploration, avant de fournir un nouveau plan de production et de développement. Il s'agit de minéralisations de type Mississippi Valley, dont les deux gisements en production de Pillara et de Kapok ont fourni 2,85 Mt de minerai à 6,4 % Zn et 2,7 % Pb la dernière année. Le concentrateur a une capacité de 3,1 Mt/an de minerai. Dans un 1^{er} temps, Teck-C envisagerait une hausse de 20 % de la production de zinc, à 220 000 t/an de métal contenu.

(Mining Journal : 17/10/2003)

La production a recommencé à la mine australienne Endeavor, ex-Elura

Après avoir repris la production de minerai sur l'ex-mine Pb-Zn-Ag d'Elura (Nelle Galles du sud) rachetée à Pasminco en mai dernier, Consolidated Broken Hill vient de redémarrer le concentrateur. Dans un 1^{er} temps, CBH

espère atteindre rapidement le rythme de 1,2 Mt/an de concentrés, puis se donne 18 mois pour augmenter la capacité à 1,4 Mt/an.

(*Metal Bulletin* : 29/09/2003)

2. MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

Le marché attend la reprise

Une fois de plus, les exportateurs chinois auraient voulu profiter d'une rumeur d'étranglement de l'offre afin de pousser les prix à la hausse, cette fois en invoquant les congés de la célébration de la fête nationale chinoise. Mais le marché n'a pas bougé. Déjà qualifié de tranquille, il se serait encore affaibli, attendant que les signes de reprise aux Etats-Unis (cf. article des "Fondamentaux") veuillent bien atteindre et réveiller les acheteurs d'antimoine, qui est principalement utilisé sous forme alliée métallique et en tant qu'ignifugeant sous sa forme trioxyde. Les prix cif de l'antimoine chinois sont négociés à 2 200-2 250 \$/t vers le Japon et la Corée, à 2 300-2 350 \$/t vers l'Europe et à 2 050-2 340 \$/t vers les Etats-Unis. A noter qu'une hausse (momentanée) ferait aussi l'affaire des traders qui ont fait du stock en prévision de la reprise.

(*Metal Bulletin* : 29/09/2003 ; *Mining Journal* : 03/10/2003 ; *Platt's Metals Week* : 06/10/2003)

CHROME

Kazchrome en route pour devenir le producteur n° 1 mondial de ferro-chrome

A première vue, le producteur de ferro-alliages kazakh semble perdu en pleine Asie centrale, mais à y bien regarder, ses frontières touchent deux pays dont les besoins sont immenses, la Russie et la Chine. Mais fondamentalement, il dispose avec le gisement de Donskoy d'une formidable source de chrome : minerai titrant 50 % de métal et réserves de minerai estimées à plus de 300 Mt, soit cent ans de vie au rythme de production actuel. Dans cette position stratégique, Kazchrome entend préserver (au moins) ses parts

de marché de fournisseur des producteurs d'aciers inoxydables en améliorant sa compétitivité.

Le plan de développement du producteur privé (part d'état de 29 % néanmoins) consiste à augmenter l'ensemble de sa production par une mise à niveau technologique générale relevant la productivité. Cela touchera aussi les centrales captives de production électrique et les économies d'énergie. Et cela comprendra, surtout, la construction d'une usine de pelletisation qui doit - à elle seule - faire progresser la productivité des fours de 57 %, soit 400 000 t/an de ferro-chrome à haute teneur en carbone en plus ! Il est prévu que toutes les améliorations réunies relèvent la production globale d'1 Mt.

Outre le complexe minier de Donskoy, Kazchrome opère actuellement deux usines de ferroalliage, à Aksu et Aktyubinsk. Ses productions combinées sont de 70 kt/an de ferrosilicium, 35 kt/an de ferromanganèse, 60 kt/an de ferro-chrome basse et moyenne teneur en carbone, et enfin de 700 kt/an de ferro-chrome à haute teneur en carbone. L'usine de pelletisation, construite par Outokumpu (qui rehaussera également un petit peu partout la technologie) à Khromtau, aura une capacité de 700 kt/an.

Enfin, au bout de cette expansion de la production de ferro-alliages, Kazchrome envisage de construire une aciérie intégrée de production d'aciers inoxydables, de capacité 0,5 Mt/an. Le projet est déjà bien cerné et des négociations ont commencé avec des partenaires possibles. Clients désignés, outre le marché intérieur, les russes et les chinois.

(*Metal Bulletin* : 29/09/2003 ; *Mining Journal* : 26/09/2003)

COBALT - NICKEL

AMF relance le projet de traitement des tailings à cobalt-cuivre de Kolwezi

Avec le retour au calme de la RDC après une période de cinq années de guerre civile, les affaires minières laissées en plan peuvent reprendre. Ainsi, le canadien American Mineral Fieds relance le projet d'exploitation des tailings de Kolwezi, qui devrait devenir le

producteur de cobalt au plus faible coût opératoire mondial et un producteur de cuivre également à faible coût. Si l'aspect technique du projet ne semble pas poser problème, la reprise de négociations avec le gouvernement congolais et avec la Gecamines pour arriver à de nouveaux accords concernant les droits miniers et autres s'avère nécessaire après un tel laps de temps. La compagnie exploitante du projet, dont l'investissement est évalué à 330 M\$, devrait comprendre, outre AMF et partenaires ? (62,5 %), Gecamines (12,5 %), Etat congolais (5 %), Banque mondiale/International Finance Corporation (10 %), Industrial Development Corp of South Africa (10 %). En cas d'accord rapide, AMF lancerait aussitôt l'étude de faisabilité en vue de commencer à produire à partir de 2006.

(*Metal Bulletin* : 20/10/2003)

Norilsk profite de la hausse du nickel

Le groupe russe Norilsk Nickel, qui devrait produire 240 kt en 2003, soit 20 kt de plus que l'an dernier, est assuré de tout vendre dans le contexte de pénurie annoncé. En particulier, le dernier point de l'INSG (International Nickel Study Group) prévoit un déficit de l'offre en 2003 et 2004 de 30 kt/an. Mais de plus, les ventes de Norilsk seront gonflées cette année par la relâche d'un stock de 60 kt (dont 36 kt déjà vendus) qui avait servi de garantie d'emprunt. La direction de Norilsk, oubliant de se réjouir du cours vertigineux actuel du nickel, déclare "vendre pour compenser le déficit du marché" et craint que le niveau atteint ne soit un mauvais bénéfice sur le long terme, avançant même un niveau qu'elle juge raisonnable vers 6 000-8 000 \$/t.

Par ailleurs, le producteur diversifié russe (principalement nickel, cuivre, cobalt, or, palladium) est en train de restructurer son réseau de ventes. Entre la création d'une compagnie indépendante par région définie dans le nouveau réseau (Etats-Unis/Amérique du nord, Asie et Europe) et la création d'une compagnie principale axée sur l'Europe où 65 % des ventes sont réalisées (Norilsk Nickel Europe basée à Zug, en Suisse) dont dépendraient les antennes Etats-Unis et Asie, la décision de Norilsk n'est peut-être pas encore bien arrêtée. Quant à Norimet, filiale internationale

dans l'ancienne structure, elle pourrait passer au rang de société holding à laquelle serait dévolue la gestion des actifs off shore, dont les 56 % de Stillwater Mining récemment achetés.

(American Metal Market : 06/10/2003 ; Metal Bulletin : 06-13-20/10/2003 ; Mining Journal : 17/10/2003)

BHPB bientôt prêt à relancer le projet australien Ravensthorpe

Le développement du projet de nickel latéritique de Ravensthorpe, situé en Australie occidentale, va marquer un pas important avec la fin de l'étude de faisabilité de l'usine de traitement. C'est la pierre d'achoppement du projet car il s'agit d'appliquer la même filière de traitement (lixiviation acide sous haute pression) qu'à Murrin Murrin où les aléas du développement du process vers le stade industriel continuent d'alimenter l'actualité minière depuis le démarrage de la production en début 2000 : aujourd'hui encore, Murrin Murrin n'atteint pas les 10 000 tonnes trimestrielles de l'objectif. Expliquant aussi l'attentisme de BHPB qui a 100 % du projet Ravensthorpe.

L'usine devrait avoir une capacité de 45 000 t/an, produisant une matte de nickel qui doit ensuite être raffinée à Yabulu (Queensland). Si le feu vert est donné, la construction serait lancée au plus tôt car elle devrait prendre deux ans et demie. L'investissement est ici estimé à 1,0-1,1 milliards de \$, dont 0,25 pour remettre à niveau la raffinerie de Yabulu, pour une durée de vie de l'exploitation de 23 ans.

(Metal Bulletin : 20/10/2003)

MAGNÉSIUM

Le 3^e projet australien toujours en lice pour l'horizon 2007

En dépit des revers essayés par les projets SAMAG (Magnésium International Ltd) et STANWELL (Australian Magnesium Corp), l'Australie persiste dans la mise en place d'une filière magnésium métal. Insouciant de la conjoncture et de la pression chinoise (le magnésium chinois de qualité 99,8 % se négociait récemment à 1 600 \$/t fob), Latrobe Magnesium poursuit le développement de son projet ..., il est vrai programmé pour un démarrage à l'horizon 2007.

Selon ses promoteurs, le projet bénéficie d'un coût opérationnel plus faible que ses concurrents australiens, soit 0,49 US\$/livre contre respectivement 0,66 pour le projet SAMAG et 0,74 pour le projet STANWELL. De plus, le procédé mis en œuvre selon une technologie du canadien Alcan fait valoir ses atouts sur le plan du respect environnemental. Il permet de valoriser les cendres volantes de centrales thermiques, a des besoins énergétiques de 20 % inférieurs aux autres projets et limite les émissions de gaz carbonique. D'un coût total estimé à 700 M d'US\$, le projet devrait atteindre sa pleine capacité nominale de 100 000 t/an dès 2009. Les dirigeants de la société souhaitent lever des fonds pour financer l'étude de faisabilité sur les bourses australiennes et anglaises et ils bénéficient d'un soutien gouvernemental, soit 7 M d'US\$ sur un coût estimé ici à 14 M d'US\$.

(Metal bulletin : 06/10/2003)

3 - MÉTAUX SPÉCIAUX

SÉLÉNIUM

La demande chinoise pousse les prix à la hausse

Avec des prix atteignant 8 \$/livre, le sélénium reste l'étoile des petits métaux, toujours porté par la demande chinoise qui ne dispose pas de ce sous-produit de la mine de cuivre sur son marché domestique. Cette flambée pourrait conduire certains utilisateurs traditionnels comme les verriers à rechercher des produits alternatifs pour abaisser leurs coûts. Car une augmentation de l'offre est peu probable.

(Mining Journal : 03/10/2003)

SILICIUM

Electro-métallurgie norvégienne : retour à l'optimisme

Durement affectés par les pénuries d'électricité liées à une sécheresse persistante, les électro-métallurgistes norvégiens attendent un retour à la normale pour la saison hivernale (octobre à mars). Alors qu'entre 1998 et 2001, les prix n'avaient pas dépassé 2,28 \$, le marché spot atteignait 3,81 \$ le kWh au 1^{er} trimestre 2003, entraînant des arrêts

de production, notamment chez Elkem et Finnjord sur deux sites aux capacités de production cumulées de 140 000 t/an de FeSi. Pour le dernier trimestre 2003, dans le cadre des négociations de prix, la demande de FeSi reste soutenue alors que le FeSi à 75 % se négociait à 650 \$/t sur le marché spot.

(Metal bulletin : 06/10/2003)

Silico-manganèse : reprise d'activité en Afrique du sud et aux Etats-Unis

Alors que Samancor annonce le redémarrage de son site de Meyerton en Afrique du Sud, dont la capacité de production est de 135 000 t/an de silico-manganèse (voir Ecomine septembre), aux Etats-Unis le site de Highlanders Alloys LLC pourrait redémarrer. Localisé à New Haven (Virginie occidentale), ce site pourrait être loué par une " institution financière ukrainienne ".

(Metal bulletin : 06/10/2003 ; American Metal Market : 29/09/2003)

L'américain Globe suspend l'activité de son site de Niagara Falls

L'électro-métallurgiste américain basé à Cleveland, et placé sous la protection du chapitre 11 américain sur les faillites depuis avril 2003, annonce l'arrêt provisoire du site de Niagara Falls (New York) en raison de la faiblesse de la demande américaine. La production devrait être transférée sur le site de Beverly (Ohio). L'administrateur judiciaire n'a pas précisé à partir de quel niveau de prix du silicium il envisageait une réactivation des fours.

(American Metal Market : 22/09/2003)

Electronique : nouvelles perspectives pour le silicium

Les atouts du silicium dans l'électronique se confirment avec le développement annoncé par ST Microelectronics de puces optiques. En effet, dopé aux lanthanides, le silicium émet de la lumière suivant une longueur d'onde (donc une couleur) spécifique à la terre rare utilisée. Ces couleurs correspondent aux longueurs d'onde utilisées en optique, notamment pour les télécommunications.

(L'Usine Nouvelle : 24/09/2003)

L'allemand Wacker délocalise sa production de wafers de Bavière en Asie

L'allemand Wacker, un des leaders mondiaux pour la fabrication des "tranches" de silicium (wafer) destinées à la fabrication des puces électroniques, annonce la délocalisation en Asie des unités de fabrication des tranches 200 mm, ce qui entraînera la disparition de 800 emplois en Bavière. Par contre, il confirme son investissement en Saxe pour la fabrication des tranches de dernière génération, 300 mm.

(L'Usine Nouvelle : 16/10/2003)

TANTALE

Arrivée d'un nouvel opérateur australien

Alors que le 1^{er} producteur mondial de tantale, l'australien Sons of Gwalia, est confronté à la chute des cours liée à l'éclatement de la bulle des télécommunications, un nouvel opérateur australien apparaît sur le marché. Il s'agit de Tantalum Australia qui devrait effectuer ses premières livraisons en octobre dans le cadre d'un contrat commercial destiné au marché américain et évalué à 38,6 M d'US\$.

(Platt's Metals Week : 13/10/2003)

TITANE

L'Afrique australe et orientale stratégique pour les sables de plage

Malgré les incertitudes qui pèsent sur le principal débouché du titane, celui des pigments, la multiplication des nouveaux projets miniers risque de créer des surcapacités qui ne manqueront pas de peser sur les cours jusque là plutôt favorables aux mineurs (voir Ecomine juin 2003). Même si cette situation est nécessaire et naturelle sur le long terme afin d'assurer le renouvellement des réserves actuellement exploitées. Si tous les projets annoncés arrivent à terme, l'Australie risque de perdre sa place de 1^{er} pays producteur en faveur de l'Afrique australe et orientale.

Au Kenya, la société canadienne Tiomin, après avoir obtenu un permis minier d'une durée de 16 ans pour l'exploitation du gisement de Kwale (50 km

au sud de Mombasa), devrait y démarrer les travaux début 2004¹. La société a, de plus identifié trois autres gisements situés au nord du port de Mombasa.

Au Mozambique, le projet de Corridor Sands, situé 200 km au nord de Maputo, recèle les plus grandes réserves minières de titane définies à ce jour (1 765 Mt de sables à 4,14 % d'ilménite). Il pourrait, selon des analystes d'ABN Amro, assurer 12,5 % des approvisionnements mondiaux pendant 25 ans. Propriété de l'australien WMC, le projet est aussi soutenu à hauteur de 10 % par l'IDC² sud africaine. Le démarrage de la construction est prévu en 2004 (?). Toujours au Mozambique, le projet Moma, propriété de la société irlandaise Kenmare et situé à 600 km au nord de Beira, pourrait être lancé en 2005. A la différence du projet de Corridor Sands, il table sur la vente du minerai sans intégration aval.

Ce bref panorama ne peut-être complet sans mentionner, à Madagascar, le gisement de Fort Dauphin détenu par Rio tinto. Le projet bute encore sur le financement d'un port minéralier et reste donc plus incertain.

(Industrial Minerals : Août 2003 ; South Africa Mining : June 2003)

L'avenir du titane métal est dans la réduction des coûts

Avec un marché mondial estimé à 75 000 t/an, la métallurgie du titane ne consomme que 3 % de la production de la mine du titane. Ce métal, qui allie légèreté, résistance mécanique et une grande stabilité face aux attaques chimiques, serait plus utilisé si son prix de revient n'était pas 1 000 fois supérieur à celui de l'acier et 200 fois supérieur à celui de l'aluminium. Confrontée au besoin de réduire ses coûts, la filière - si elle est concentrée en amont jusqu'à la fabrication d'éponge de titane à partir de tétrachlorure de Ti - est encore très morcelée dans le domaine aval de la transformation. Pour abaisser significativement ses coûts, la filière aval souffre d'un

¹ Les premiers travaux de la société remontent à 1995.

² Industrial development Corporation.

Secteurs d'utilisation du titane métal



manque d'innovation technologique, à preuve les techniques employées qui ont été mises au point dans les années 1950. La filière aval est également affectée par la cyclicité de l'activité très dépendante de l'aéronautique commerciale (graphique suivant).

Les pistes actuellement envisagées sont la mise au point de nouveaux alliages et l'utilisation de matière première secondaire dont le coût est près de quatre fois moindre, à 2 000 \$/t cif contre 9 000 \$/t pour l'éponge de titane.

(Mining journal : 26/09/2003)

La Chine est un espoir pour les producteurs japonais de titane

Confrontés au marasme américain, les producteurs de titane métal japonais tournent tous leurs espoirs vers la Corée du Sud et, surtout, la Chine. Dans ce dernier pays, parti il est vrai de très bas, la demande globale progresse de 20 % par an, notamment tirée par le développement des infrastructures pétrochimiques.

(Platt's Metals Week : 13/10/2003)

Importations américaines de titane : arrêt de la publication des statistiques

Avec l'arrêt de la publication des statistiques d'importation d'éponge de titane kazakh, les industriels du secteur, producteurs et consommateurs confondus, manquent de repères pour appréhender le marché américain. C'est d'autant plus dommageable que, comme nous l'avons vu plus haut, il s'agit d'un secteur très concentré avec un seul producteur d'éponge américain (Timet) et un seul producteur kazakh (Ust-Kamenogorsk Titanium & Magnesium). Le bureau américain des statistiques douanières n'a pas fait de commentaire.

(American Metal Market : 22/09/2003)

URANIUM

L'avenir se précise pour le réacteur nucléaire franco-allemand EPR³

Finalisé depuis 1999 après 10 ans d'études conjointes de Framatome et Siemens, maintenant réunis au sein de Framatome ANP, le réacteur nucléaire de 3^e génération attend une décision politique pour passer au stade de projet pilote en France.

Du côté de l'argumentation technique, la France, dont le tiers du parc nucléaire aura atteint 40 ans d'ici 2025, se doit de mettre en place les phases d'expérimentation de ce réacteur dès 2004 afin de permettre les différentes phases de validation préalables au passage au stade industriel. Toujours du point de vue technique, ce réacteur réputé plus sûr que les précédents permettra d'abaisser d'environ 10 % le prix de revient de l'électricité produite tout en diminuant de 15 % la production de déchets à longue durée de vie (plutonium) ; le taux de disponibilité du réacteur devrait également être porté à 90 %. Mme Fontaine, Ministre déléguée à l'Industrie, a annoncé le 8 octobre son intention de recommander le lancement de la phase pilote au Premier Ministre. Cette prise de position arrive conjointement avec l'annonce de la décision par l'électricien finlandais TVO⁴ " d'entamer des négociations privilégiées " vec Framatome ANP⁵ et Siemens Power Generation pour la construction de son 5^{ème} réacteur nucléaire en retenant la technologie de l'EPR. La décision finlandaise, si elle aboutit à une signature avant la fin de l'année, marquera un succès de l'industrie européenne face à ses concurrents russe (Minatom) et américain (General Electric). Le dossier représenterait une enveloppe évaluée entre 1,6 et 2,5 milliards d's pour une puissance installée de 1 600 MW.

Cette décision de principe des autorités finlandaises est bien entendu saluée par les professionnels de la filière nucléaire, EDF en tête. Elle pourrait marquer le point de départ du retour en grâce du nucléaire au niveau mondial car la Chine a également officialisé en août sa volonté de construire 4 nouvel-

les tranches tandis que le Brésil a renoué avec le nucléaire au nom de son indépendance scientifique et technologique. Son président Luis Ignacio Lula da Silva envisage, notamment, d'achever la construction de la centrale d'Angra 3 et de rendre le pays exportateur d'uranium à partir de 2014.

Ce retournement de situation inquiète les anti-nucléaires qui déplorent ces décisions en soulevant le risque pris. Pour la France, la construction du pilote de l'EPR pose également le problème de son financement

(3 milliards d's sur 10 ans) compte tenu de la situation financière de l'opérateur public. A EDF, Gérard Creuzet, le n° 2 du groupe, confirme que des négociations sont en cours avec des électriciens européens, l'italien Enel, le belgo-français Electrabel ainsi que les allemands RWE et Eon, qui pourraient participer au tour de table.

(Areva : communiqué de presse 16/10/2003 ; La Tribune : 08-09-17/10/2003 ; Les Echos : 17/10/2003 ; L'Usine Nouvelle : 16/10/2003)

4. DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Montée en puissance de la mine de diamants canadienne de Diavik

La mine de diamants de Diavik, située dans les Territoires du Nord-ouest, a commencé sa production commerciale en début 2003 et elle est la mine canadienne n° 2. Son investissement a coûté 1,25 milliards de \$ canadiens aux actionnaires, le groupe Rio Tinto (60 %) et Aber Diamond (40 %). Malgré le handicap d'exploiter des kimberlites normalement recouvertes par les eaux du Lac de Gras, sa montée en puissance se réalise suivant le schéma prévisionnel. L'unité de traitement tourne maintenant au rythme fixé par l'objectif qui correspond à 1,5 Mt/an et la récupé-

ration des pierres est censée approcher des 96 % prévus par l'étude de faisabilité. Quatre corps kimberlitiques économiquement exploitables ont été retenus dans le projet, dont la séquence de production et les caractéristiques principales (dévoilées) figurent dans le tableau ci-dessous. Au total, les réserves cernées sont de 27 Mt à 3,9 ct/t de teneur moyenne tandis que la durée de vie de l'exploitation s'étend sur 20 ans. On en déduit donc que la production prévisionnelle des 1^{ères} années atteindra 6,2 Mct/an.

Diavik : séquence de production des kimberlites	minerai Mt	teneur ct/t	quantité Mct	valeur \$/ct	valeur totale M\$	début production	fin production
A154S open pit	10.2	4.8	49	79	3 868	2002-03	2013
A154N open pit	2.9	3.1	9	33	297	2004	2008
A418 open pit	5.0	3.4	17			2010	
A21 open pit	3.9	3.0	12			2013	2016
A154S underground	1.4	4.2				2015	2019
A418 underground	3.6	3.8				2015	2022
total/moyenne	27.0	3.9	105				

Tabl . : Schéma de planification de la production de diamants à Diavik.

Des éléments très positifs ont récemment été enregistrés : la 1^{ère} commercialisation de pierres du block A154S s'est faite au prix moyen de 96 \$/ct (soit largement au dessus de 400 \$/t de minerai, certainement un record parmi les grandes mines de diamants) tandis qu'un nouvel échantillon pris sur le bloc A154N a donné une valeur moyenne de 82 \$/ct, donc des valeurs bien au dessus du prévisionnel (tabl.). Cerise sur la gâteau, il y a bon espoir que l'exploration, momentanément bloquée pour focaliser sur la mise en production, puisse accroître les réserves.

(Mining Journal : 10/10/2003)

BHP-Billiton va explorer le diamant en Russie

BHPB a signé avec les autorités de la région sibérienne de Krasnoïarsk un protocole d'accord pour l'autoriser à rechercher des diamants et d'autres ressources naturelles. Cependant, la façon dont BHPB s'est engagé sur cette voie laisse les spécialistes perplexes : voir l'article correspondant dans la rubrique " or ".

(Mining Journal : 10/10/2003)

La querelle Endiama - De Beers ne s'arrange pas

La précoce annonce faite le 26 septembre par l'officiel Journal de

³ European Pressurised Reactor

⁴ Teollisuuden Voima Oy

⁵ 66 % Framatome et 34 % Siemens

l'Angola de la défaite de la De Beers dans la procédure l'opposant à Endiama (société d'état angolaise en charge de la production diamantifère) est d'abord passée pour de la désinformation et semblait révéler, a contrario, l'impasse dans laquelle se trouvaient les autorités locales. En fait, le différent est clivé suivant trois procédures délocalisées qui concernent la remise en cause des droits d'exploration du mineur sud-africain sur la zone de Mavinga où DB a investi 31 M\$ et veut les récupérer (au Brésil), l'obligation de commercialiser les pierres avec l'Ascorp en violation avec les accords antérieurs (à Madrid) et le non recouvrement d'une prêt de 50 M\$ consenti à l'Angola (à Londres). Ces procédures semblaient s'enliser, impasse apparente pour la procédure brésilienne et retrait récent du cabinet d'avocats représentant les intérêts de l'Endiama. Mais voilà que l'arbitrage brésilien vient d'émettre un jugement totalement en faveur de l'Endiama dans l'affaire Mavinga !

(Africa Mining Intelligence : 08/10/2003 ; Mining Journal : 17/10/2003)

OR

Des majors mettent le cap sur la Russie

Le canadien Barrick Gold devrait prendre 29 % du nouveau capital de la société russe listée à Londres Highland Gold Mining pour un montant de 115 M\$. De ces 29 %, 10 % (environ 40 M\$) proviennent de la vente des actions d'Harmony Gold et 19 % (environ 75 M\$) d'une augmentation de capital soumise à conditions. Le reste des 31,7 % détenus par Harmony dans l'ancien capital a été cédé à un groupe international d'investisseurs institutionnels. HGM doit utiliser l'augmentation de capital pour réduire sa dette et investir sur ses actifs. Ceux-ci sont localisés en Sibérie orientale. Le principal actif correspond à la mine de Mnogovershinnoye qui a produit 5,54 t en 2002 et devrait produire 6,03 t cette année. Deux autres projets or, Darasun et Novosirokinskoye, sont situés dans la même région. Cette transaction intervient un mois seulement après la victoire de HGM pour devenir seul détenteur de la totalité des droits sur la mine de Mnogovershinnoye (concession et équipements), après avoir versé à l'autorité régionale l'équivalent de près de 27 M\$

qui ont emporté la décision face à des compagnies locales, la Compagnie de Sakha qui est une filiale d'Alrosa (diamants) et le groupe d'exploration Amur. Harmony a expliqué son désengagement en citant ses difficultés à manager la compagnie russe tout en satisfaisant au contrôle des changes sud-africain... et en trouvant un acquéreur lui assurant une plus value de 160 % sur sa mise initiale.

De son côté, l'anglo-australien BHP-Billiton a signé un accord de JV avec Artemovskaya Gold, une obscure société d'exploration appartenant à 75 % à la raffinerie de métaux précieux de Krasnoïarsk et à 25 % au district de Kuragino où a lieu la prospection. En fait, la réelle motivation de BHPB n'est pas entièrement claire pour les spécialistes. Via Artemovskaya, la major occidentale semble afficher l'intention d'effectuer des recherches sur les ressources naturelles de la région plus connue pour ses gisements d'or et de bauxite. Mais Krasnoïarsk est aussi le fief de la 1^{ère} entreprise minière de Russie, Norilsk Nickel, dont l'actionnaire principal, Vladimir Potanin, aurait déclaré vouloir ouvrir le capital (coïncidence, Norilsk a été, un temps, propriétaire de la raffinerie de métaux précieux). Par ailleurs, Norilsk, qui poursuit une politique de renforcement de son pôle or, vise une augmentation de sa production de 0,9 Moz/an en 2002 à 3 Moz/an (environ 100t) d'ici 4-5 ans, et il compte fermement remporter l'appel d'offre sur le gisement géant de Sukhoi Log (région d'Irkoutsk)... sur lequel Barrick et Placer Dome ont aussi manifesté de l'intérêt.

Toutefois, la principale ambition de BHPB en Russie semblait bien être le diamant et, d'ailleurs, ils ont signé avec les autorités de Krasnoïarsk un accord leur permettant de rechercher aussi des diamants. Les russes ont quand même été surpris de voir le mineur anglo-australien prendre pied dans cette partie de Sibérie, à l'est de l'Oural et en dehors des principales ceintures à diamants.

(Les Echos : 15/10/2003 ; Mining Journal : 10-17/10/2003 ; Platt's Metals Week : 22/09/2003, 13/10/2003)

Mancœuvres de majors en terre africaine ...

Le mineur d'or américano-australien et n° 1 mondial Newmont, qui poursuit

une stratégie d'augmentation de ses réserves pour atteindre son objectif de produire 7,7 Moz en 2007 (6,9 Moz l'an dernier), vient de faire son entrée au Mali, nouvel Eldorado de l'ouest africain. Il s'est associé avec la junior Axmin pour développer les prospects de Kofi et de Walia situés dans le sud-est du pays... entre les projets Loulo (Randgold Resources) et Tabakoto (Nevsun Resources).

Le canadien Placer Dome (via sa filiale PD Asia Pacific Ltd) va mettre les pieds en Tanzanie par le biais du rachat pour 255 M\$ de l'australien East African Gold Mines qui a lancé en septembre 2002 le projet d'exploitation à ciel ouvert du gisement d'or tanzanien de North Mara. Les actifs tanzaniens d'EAGM, représentant des réserves de 2,94 Moz fin 2002 (92 t), comprennent deux autres prospects adjacents dont un déjà entré en exploitation.

A contrario, le sud-africain AngloGold, qui exploite avec Ashanti Goldfields la mine d'or de Geita depuis août 2000, a décidé d'abandonner l'exploration en Tanzanie hors du proche périmètre (rayon de 50 km) autour de Geita dépendant de la JV Geita Gold Mine. Il s'agirait de se tourner vers une optimisation des permis existants alors que la zone des Lake Victoria Goldfields, très explorée, a perdu son caractère prioritaire.

En Afrique du sud, Gold Fields va céder à AngloGold le bloc 1C11 du secteur minier de Driefontein. Ce bloc a le désavantage pour Gold Fields d'être situé à l'extrémité ouest de ses concessions de Driefontein alors qu'il est adjacent à la mine Tua Tona exploitée par AngloGold. D'une superficie de 28 ha, le bloc renferme des réserves de 1,4 Mt à 12,7 g/t, soit 576 000 oz (18 t). Le montant de la transaction n'a pas été révélé mais il est qualifié de profitable aux deux compagnies.

(Africa Mining Intelligence : 08/10/2003 ; Mines et Carrières - IM : octobre 2003 ; Mining Journal : 26/09/2003)

Cambior et Ariane Gold fusionnent pour exploiter Camp Caiman

Les compagnies Cambior Inc et Ariane Gold Corp (filiale locale d'Hope Bay Gold Corp) vont fusionner pour

développer ensemble le gisement d'or guyanais de Camp Caïman. La fusion se fera à raison de 2,91 actions AGC pour 1 action Cambior, valorisant AGC à 58 M\$ canadiens. Rappelons (cf Ecomine Janvier 2003) que les ressources calculées alors étaient de 25 t en "indiquées" (7,4 Mt à 3,37 g/t) et de 30 t en "inférées" (12,6 Mt à 2,40 g/t). Le projet de production actuel correspond à la récupération à ciel ouvert des minerais à raison de 3 t/an d'or pendant une période de dix ans et la création de 150 emplois. La nouvelle entité va déposer une demande de concession, puis devrait entamer un programme de certification des réserves et d'extension de l'exploration avant d'entamer l'étude de faisabilité et l'étude d'impact environnemental. Le démarrage de la production est envisagé vers 2006-2007.

(Les Echos : 19/09/2003 ; Mining Journal : 03/10/2003)

Évaluation des ressources du gisement d'or mauritanien de Tasiast

Comme prévu, Defiance Mining (créée fin 2002 par fusion du britannique Midas Gold, de l'australien St-Barbara Mines et du canadien Geomaque Exploration) a dévoilé fin septembre un premier bilan des ressources du gisement d'or de Tasiast (tabl. ci-dessous). A noter que le calcul des ressources a pris en compte le minerai jusqu'à 180 m de profondeur et que le gisement reste "ouvert" au dessous de ce niveau ainsi que dans son extension horizontale le long de la structure minéralisée.

Gisement de Tasiast	tonnage minerai Mt	teneur or g/t	tonnes d'or
(a) ressources mesurées + indiquées	12.07	3.06	37
(b) ressources inférées	12.43	2.25	28
(c) total ressources (a) + (b)	24.50	2.65	65

Tabl. : Evaluation des ressources du gisement d'or de Tasiast.

(Metal Bulletin Monthly : October 2003 ; Mining Journal : 26/09/2003, 17/10/2003)

Avec le levier de Tarkwa, lamgold ambitionne de produire 0,6 Moz/an

Le canadien lamgold veut mettre à profit l'expansion du gisement d'or ghanéen de Tarkwa dans lequel il détient

18,9 % du capital, pour viser un objectif de production de 600 000 oz/an (18,7 t) qui devrait nécessiter l'acquisition d'un nouveau gisement et son passage au stade d'opérateur minier.

lamgold détient des participations dans quatre mines au Ghana et au Mali et, sans être opérateur, produit 430 000 oz/an (13,4 t). Il va investir près de 30 M\$ dans le projet d'expansion du complexe Tarkwa-Damang (opérateur Gold Fields : 71,1 %) qui doit amener la production de 16,3 t/an à 21,8 t/an en 2005 (de 103 000 à 132 000 oz pour la part lamgold) et allonger la durée d'exploitation de 13 ans grâce à la mise en évidence de nouvelles ressources (cf. Ecomine Mai 2003). Il peut aussi compter sur la mise en production vers 2009 de la minéralisation sulfurée aurifère de la mine malienne de Sadiola.

(Africa Mining Intelligence : 22/10/2003 ; Mining Journal : 26/09/2003)

En marge de l'absorption d'Ashanti, l'avenir du gisement de Kilo-Moto ...

Les mines congolaises de Kilo-Moto (RDC) font reparler d'elles à l'occasion des OPA concurrentes en cours sur le producteur ghanéen Ashanti Goldfields qui en est actionnaire (cf Dossiers et faits d'actualité du mois). Ashanti prétend avoir 86 % des parts de la société Ashanti Goldfields Kilo créée avec Okimo (Office de mines de Kilo-Moto) en 1997. Mais les autorités congolaises actuelles contestent ce chiffre, prétendant en posséder 51 %. De plus, la contestation porte sur les surfaces des concessions, 8 000 km² pour Ashanti et seulement 2 000 km² pour les responsables congolais actuels.

Le litige est lié à l'histoire mouvementée du pays. La création d'Ashanti Goldfields Kilo avait été faite à l'initiative du président d'Okimo, enfui de son pays au moment de l'arrivée de L.D. Kabila en remplacement du régime précédent du général Mobutu. Mais Kabila lui-même avait accredité la transaction, avant son propre départ, contre 1 M\$ versés par Ashanti sur un motif opportun. Le gouvernement suivant avait donc annulé cette version et imposé un montage à 51 % Okimo et 49 % Ashanti. Les cho-

ses n'ont pu qu'empirer avec la guerre intérieure, entretenue depuis des pays voisins, qui a isolé Kilo-Moto et stoppé la production. Mille raisons d'accumuler des griefs contre le comportement d'Ashanti pendant ces événements. Tout semble à refaire...

(Le Monde : 22/10/2003)

PALLADIUM - PLATINE ET AUTRES PGM

Point du marché Pt-Pd et prévision court terme de CPM Group

Le cours du platine est toujours bien orienté à la hausse et les analystes continuent de fixer l'horizon des 800 \$/oz. Le métal a fait un pic à 732 \$/oz le 9 octobre et il est repassé au dessus de la barre des 730 \$/oz le 18 octobre. Dans le cas du palladium, sa chute jusqu'à 140 \$/oz a mécaniquement entraîné un retour des acheteurs sur le métal au point que le producteur russe Norilsk déclare vendre la totalité de sa production actuelle (mis à part la cagnotte devant servir à payer l'acquisition de Stillwater Mining). Le cours est donc remonté au dessus de 210 \$/oz fin septembre - début octobre, mais il s'est remis à glisser depuis (194 \$/oz le 19 octobre). A l'évidence, un tel différentiel de prix entre ces métaux (plus de 500 \$/oz) repose le problème aux industriels (électronique, automobile, dentisterie) des choix technologiques. Dans la fabrication des semi-conducteurs par exemple, le palladium était utilisé dans 85 % de la production en 1996, contre 45 % en 2002 suite à la flambée de son prix dans la période 1999-2000.

Cependant, des problèmes de fond continuent de se poser, tels l'évolution de l'équilibre offre-demande - à court et moyen terme - attendant aux options techniques industrielles et l'évolution des caractéristiques économiques des nouveaux projets de production en Afrique du sud alors que la robustesse du rand réduit les profits (les coûts opératoires des producteurs y ont augmenté de 58 % en coût combiné Pt + Pd entre 2002 et 2003) et que le changement de la loi minière marque l'entrée dans une nouvelle ère. Il s'agit donc de savoir si les Lonmin, Implats et surtout le n° 1 Anglo American Platinum, vont pouvoir tenir leurs engagements de croissance à moyen terme ?

Pour le court terme, les derniers comptes de CPM Group font apparaître un surplus de la balance offre-demande en Pt-Pd (tabl. ci-dessous). On y observe, d'un côté, une nette progression de la production minière - appuyée par l'augmentation du recyclage - et de l'autre côté, une moindre progression de la demande. Le résultat est que d'un déficit de 0,2 Moz de platine en 2002, la balance passerait à un excédent de 0,2 Moz en 2003 puis de 0,9 Moz en 2004. A noter l'importance de la demande chinoise du métal (la joaillerie). Pour le palladium, le surplus serait bien plus élevé avec des chiffres de 1,53 (24 % de l'offre 2003 !) puis de 1,95 Moz (28 % de l'offre 2004 !).

(Africa Mining Intelligence : 22/10/2003 ; Metal Bulletin : 22/09/2003 ; Platt's Metals Week : 22/09/2003)

5. MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Ciments allemands : Heidelberg pourrait racheter Readymix

Selon un journal allemand, le leader allemand du ciment pourrait racheter son concurrent Readymix au britannique RMC.

(Le Moniteur : 28/09/2003)

Saint-Gobain vitrage acquiert un 2^{ème} float en Chine

En association avec le Coréen

Hanglas, le groupe français St Gobain annonce le rachat d'un float situé dans le port de Qingdao, dans le nord de la Chine. Par cette opération, les deux associés se renforcent sur le 1er marché mondial du verre plat. Outre le nord-est de la Chine, cette implantation permettra également de desservir les marchés japonais et coréen. Comme pour le float de Nankin, les deux partenaires prévoient une remise à niveau qui pourrait durer jusqu'en 2004. L'investissement pourrait également comprendre une ligne de verre imprimé ainsi qu'une ligne Magnétron. Dans un marché chinois en situation de surproduction avec une centaine de floats à travers le territoire, les deux partenaires souhaitent tirer partie de l'inévitable consolidation en capitalisant sur les produits à fort contenu technologique.

(Industrial Minerals : March 2003)

Fibre de verre de renforcement : Owens Corning investit dans le Gard

Leader mondial de la fibre de verre de renforcement, l'américain Owens Corning investit lourdement dans son usine gardoise de L'ardoise. Après avoir

dépensé 46 Ms sur trois ans, notamment pour la rénovation d'un premier four, la société prévoit 11 Ms d'investissements en 2004 pour le remplacement de son second four. La production de fibres de renforcement devrait passer de 50 000 t actuellement à 70 000 t en 2006 et à 100 000 t quand la 2^e ligne de production sera renouvelée. Cette montée en puissance devrait se faire à effectif constant (271 personnes).

(L'Usine Nouvelle : 09/10/2003)

Porcelaine : le limougeaud Bernardaud envisage des implantations en Chine

Dans une activité de main d'œuvre lourdement affectée par la concurrence asiatique, la PME familiale Bernardaud, implantée à Limoges, reste positionnée sur le créneau du luxe et multiplie les ouvertures de magasin, notamment à New York et à Chicago. Avec une prévision de chiffre d'affaires stable en 2003, à 46 Ms, dont 70 % réalisés à l'exportation, l'entreprise compte un effectif de 500 personnes. Ses principaux marchés sont la France suivie par les Etats-Unis. Misant plus que jamais sur l'innovation et la création, la société n'exclut par d'implanter des sites de production en Chine, voire en Europe centrale ou orientale.

(Les Echos : 16/10/2003)

Amiante France : les conditions de recours du fonds d'indemnisation

En France, l'article 53 de la loi du 23 décembre 2000 a donné pour mission au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) de réparer intégralement les préjudices subis par les personnes (ou leurs ayants droit) qui ont été exposées à l'amiante. La Fiva bénéficie, en outre, d'un droit de subrogation, mécanisme juridique prévu par le code civil qui permettra au Fiva de se retourner contre l'employeur après avoir indemnisé le salarié victime de l'amiante. Cette procédure a cependant des limites, le Fiva comme la victime devra prouver la faute lourde. Le Fiva pourra également se voir opposer la prescription abrégée de deux ans en matière de faute inexcusable, ainsi que la jurisprudence bien établie de la Cour de Cassation. De plus, la liste des

Chiffres en millions d'onces	Platine				Palladium			
	2003	évol. %	2004	évol. %	2003	évol. %	2004	évol. %
production mondiale sauf Russie	5.48		6.15	12.2	3.35	4.8	3.71	10.7
"exports" Russie	0.80		0.82	2.0	1.80	33.3	2.00	11.1
métal secondaire	0.61		0.63	3.9	1.28	2.4	1.32	3.1
total offre	6.89	9.9	7.60	10.3	6.43	10.9	7.03	9.3
demande*	6.69	4.4	6.70	0.1	4.90	2.9	5.08	3.7
balance	0.20		0.90	ns	1.53	ns	1.95	ns
*dont demande Chine	1.00		0.80	-20.0				

Tabl. : Prévisions CPM Group du marché mondial Pt-Pd en 2003-2004

(American Metal Market : 06/10/2003 ; Metal Bulletin : 22/09/2003, 13/10/2003 ; Mining Journal : 10/10/2003 ; Platt's Metals Week : 06/10/2003)

Du côté des mineurs de PGM occidentaux

Avec la baisse massive de participation d'Implats dans Lonplats, le mineur britannique et actionnaire majeur Lonmin a renforcé son contrôle (82 % du capital). La direction estime que cette nouvelle situation peut favoriser la flexibilité stratégique. Les accords officiels définitifs seront signés entre la fin de l'année et février 2004.

De son côté, le sud-africain Implats (Impala Platinum Holdings) a bien avancé dans la prise de contrôle de Zimbabwe Platinum Mines (Zimplats) puisqu'il détient maintenant 82,5 % de la compagnie. Par ailleurs, Implats vient d'annoncer sa décision de renforcer la capacité de son usine de raffinage IRS (Impala Refining Services) située au Zimbabwe. En effet, IRS raffine non seulement les produits des filiales qu'elle contrôle (Zimplats, Mimosa, Barplats, etc...), mais raffine aussi les produits de compagnies dans lesquelles elle a des participations minoritaires (Aquarius Platinum, Two Rivers, etc...).

ayants droit faisant référence pour engager la responsabilité d'un employeur sur le fondement de la faute inexcusable est plus limitative d'après le code de la sécurité sociale que pour celui de l'indemnisation. A ce jour, le Fiva n'a pas encore initié d'actions en remboursement contre les employeurs de salariés exposés. Aussi, le cadre légal tel que défini précédemment pourrait donc encore évoluer en fonction de la jurisprudence en matière d'indemnisation des maladies professionnelles.

Au 31 mai 2003, sur les 5 453 demandes d'indemnisation qui ont été adressées au Fiva, 95 % concernent des personnes exposées à titre professionnel.

(Les Echos : 01/10/2003)

Point sur l'Observatoire des matériaux Aquitaine

L'Observatoire régional des matériaux de construction Aquitaine a été mis en place à l'initiative commune de l'Etat, des principales collectivités locales, des communautés urbaines de Bordeaux, Agen, Bayonne-Anglet-Biarritz et Pau, ainsi que des organisations professionnelles de la région Aquitaine (Française du Bâtiment, Fédération des travaux publics, Unicem). L'Observatoire s'est fixé pour mission de recueillir, analyser et diffuser l'ensemble des données concernant la filière matériaux de construction, d'identifier et de promouvoir les solutions de substitution aux matériaux traditionnels, d'analyser les flux et besoins en infrastructures pour acheminer les matériaux sur les lieux de consommation et de transformation. Le secrétariat technique de cet Observatoire est confié conjointement à la Direction de l'Equipement et à l'Unicem. Cette structure paritaire dispose également d'un comité de pilotage présidé par le préfet de Région, ainsi que d'un comité technique.

La mise en place d'un tel observatoire souligne le besoin d'élargir l'approche "Schéma des Carrières" à l'échelon géographique adapté aux paramètres déterminants : ressources, consommation et transport, dont seul un suivi régulier et fiable fournira les outils indispensables à toute planification de l'aménagement du territoire.

(Mines et Carrières : juin 2003)

6. EAUX MINÉRALES

L'Oréal va racheter la source de La Roche Posay

Le groupe français de cosmétiques L'Oréal va racheter l'eau de la source de la Roche Posay, proche de Châtelleraut (Vienne), la station thermale spécialisée dans les affections dermatologiques. La société La Roche Posay Laboratoire pharmaceutique, détenue par L'Oréal, va acquérir la source et les terrains à l'exclusion de la station thermale qui restera propriété du groupe familial qui l'exploite.

(La Tribune : 03/10/2003)

Gaz polluant	Plafond 2010 pour la France
SO ₂ (dioxyde de soufre)	375 000 t
COV (Composés Organiques Volatils)	810 000 t
Nox (oxyde d'azote)	1050 000 t
NH ₃ (ammoniac)	780 000 t

7. RECYCLAGE

Tri sélectif : le prix de reprise du verre baisse de 5,1 s

Invoquant la clause de sauvegarde si leur compétitivité était menacée, les verriers ont obtenu la baisse du prix de reprise du verre aux collectivités assurant le tri sélectif. A compter du 1er janvier 2004, ce prix sera ramené à 17,8 s soit une baisse de 5,1 s. Pour les collectivités, cette baisse du prix de reprise ne changera rien... dans un premier temps. En effet, pour tous les contrats en cours et jusqu'à leur expiration (sauf clause contraire), ce sont les sociétés agréées qui compenseront la baisse. Comme il devrait leur en coûter de l'ordre de 8 Ms en 2004, cela ne va pas arranger leurs finances en délicatesse, en particulier celles d'Ecoemballages. A terme, il apparaît cependant clairement que ce sont les collectivités et/ou les consommateurs qui feront les frais de l'opération, car la baisse actuelle préfigure celle qui devrait être entérinée pour le nouvel agrément. En effet, dans la nouvelle formule des sociétés agréées, cela se traduira soit par une baisse des recettes des collectivités, soit par une hausse des contributions des consommateurs, soit par les deux à la fois.

(Recyclage Récupération Magazine : 03/10/2003)

Sur le sujet des rejets de gaz "polluants", la France à la peine pour l'oxyde d'azote

La directive NEC (National Emission Ceilings) mise en place dans le cadre du protocole de Göteborg sur la pollution transfrontalière, a pour objectif de réduire l'eutrophisation et l'acidification des milieux ainsi que la pollution photochimique, en nombre d'hectares exposés et de jours de dépassement des maxima de concentration. Même revus à la baisse, les plafonds envisagés à l'horizon 2010 restent contraignants (tabl. ci-dessous).

Si la France respectera ses engagements pour SO₂, COV et NH₃, elle risque d'être en forte difficulté pour les oxydes d'azote où les projections réalisées par le Citepa⁶ estiment le dépassement à près de 180 000 t pour un total cumulé de 990 000 t. Pour respecter les objectifs, la France devra mettre en œuvre des mesures supplémentaires très coûteuses, en particulier dans les transports routiers car les NOx proviennent pour moitié des pots d'échappement. Le programme national de réduction des émissions qui a récemment été rendu public par le Ministère de l'écologie, ne voit de solution que dans la " limitation du trafic ". Les sources fixes (installations de combustion, raffineries, verreries, etc...), " où le gisement de réduction n'est pas négligeable " risquent également d'être concernées.

(Environnement Magazine : octobre 2003)

La prédation continue sur les ferrailles irakiennes

Depuis l'annonce officielle par le président Bush, le 1^{er} mai, de la fin des hostilités en Irak, l'administration mise en place par la coalition doit faire face au pillage organisé des magasins, bureaux et sites industriels. Cible de choix, le réseau de transport électrique. Alors que le salaire moyen d'un irakien ne dépasse

⁶ Le Citepa est un centre technique interprofessionnel dédié aux évolutions réglementaires et technologiques en matière de pollution atmosphérique.

pas l'équivalent de 2 \$, le prix du mètre de câble électrique en cuivre se négocie au même prix auprès d'un ferrailleur. Selon un officier britannique responsable de la sécurité dans les quatre provinces du sud, près de 1,7 M\$ de câbles électriques auraient ainsi quitté l'Irak vers les pays voisins. La récupération illécite concerne aussi le bronze des munitions maintenant inopérantes et le plus souvent fondues en lingots sur place. La reconstruction risque donc de s'avérer de plus en plus difficile à mesure que la période d'insécurité qui a suivi la fin de la guerre, s'allonge.

(Recyclage Récupération Magazine n° 8 : 07/03/2003)

Les défis s'accroissent dans la gestion des déchets d'emballages

Alors que les déchets d'emballage on représenté près de 4,7 Mt en 2000, l'évolution toujours plus contraignante de la réglementation confronte tous les acteurs de la filière à des objectifs difficiles à tenir. Au niveau européen, la révision de la directive 94/62 CE qui devrait être votée en fin d'année, revoit à la hausse les objectifs de valorisation matière qui seront portés d'ici 2008, de 15 % à 22,5 % pour le plastique. De la même façon, la cour de justice européenne a émis un jugement arguant que la " valorisation énergétique ne pourrait plus être considérée comme un système de valorisation ". Cette prise de position du tout valorisation matière remet en cause les choix français qui font la part belle à l'incinération. Dans le domaine de la réduction à la source (allègement du poids et ou volume de l'emballage) souvent invoquée comme une des pistes à privilégier, les limites tant technologiques qu'économiques seraient atteintes d'après les professionnels.

Chez Danone, on souligne qu'entre 1994 et 2000 les déchets d'emballages n'ont augmenté que de 2 % quand la consommation augmentait de 11 %. Mais les modes de consommation évoluent vers la présentation en portions plus petites ou le jetable, donc la tendance à l'augmentation des emballages qui va contraindre la France à collecter toujours plus d'emballages pour répondre à ses objectifs. L'augmentation de la collecte aura deux incidences. La première est la nécessité pour les collectivi-

tés locales de mettre en place de nouvelles filières, d'où une augmentation probable des coûts. La seconde est une obligation des recycleurs d'investir dans des augmentations de capacité. Cependant, la valorisation matière butant de plus en plus sur la sophistication des nouveaux produits développés, le carton insoluble, le plastique qui fait barrière à l'oxygène, le verre devenu incassable grâce à son enveloppe en film plastique, certains mettent en avant les matériaux bio-dégradables. Mais ces derniers ont cependant une faiblesse, qui est la consommation d'énergie nécessaire à leur fabrication.

(L'Usine Nouvelle : 16/10/2003)

QUESTIONS MULTILATÉRALES

ACIER

Taxes américaines sur l'acier (mesure 201) : maintien ou abandon ?

Le gouvernement américain tarde à définir sa position quant au maintien ou à l'abandon de la mesure 201, toujours sous la pression de leur partisans et de leur adversaires et le sous-secrétaire Grant Aldonas a tenu à insister sur le fait que le bilan des impacts de la mesure sur l'économie américaine reste globalement positif, mais que la réflexion doit encore se poursuivre.

(*American Metal Market* : 29/10/2003 ; *Metal Bulletin* : 22 et 29/10/2003)

OCDE : des doutes sur l'atteinte d'un accord viable sur la question des subventions d'état aux industries de l'acier

Herwig Schloegl, Secrétaire Général Adjoint de l'Organisation pour la Coopération et le développement Economique (OCDE), a souligné l'émergence de nouvelles difficultés pour arriver à un accord international sur la suppression ou au moins la réduction des subventions des gouvernements aux industries de l'acier, alors même que les négociateurs ont ambitieusement fixé une date limite en avril pour aboutir. Il apparaît en effet probable que les négociateurs ne représenteront pas plus de 40 nations et 80 à 90 % de la production mondiale d'acier. Certes, certaines nations pourraient en outre y participer en "auditeurs libres", mais cette contribution supplémentaire n'aurait un effet positif que s'il s'agissait seulement de nations occupant le rang de producteur modeste, mais serait stérile s'il s'agissait de nation à statut de producteur majeur. Herwig Schloegl a précisé à cet égard que cela ne pourrait pas en particulier être la Chine. Et il a insisté sur le fait que si un accord viable ne pouvait être trouvé en 2004, l'atteinte des objectifs fondamentaux de ces

réunions serait certainement repoussée de plusieurs années.

Wolfgang Hübner (manager de la division transport et acier de l'OCDE) et Grant Aldonas (sous-secrétaire du Département du Commerce américain) avaient demandé le 6 octobre aux principales nations productrices d'acier de déployer tous leurs efforts pour faire pression sur l'OCDE et augmenter ainsi les chances d'arriver à un accord.

(*Metal Bulletin* : 13/10/2003 et bulletin internet 8813.2 du 22/10/2003)

Chine : américains et japonais examinent de près les mesures "de sauvegarde" adoptées par l'Empire du Milieu

Les autorités du commerce américaines et japonaises se penchent sur les mesures de sauvegarde adoptées par la Chine en mai 2002 en réaction à la mesure 201 américaine pour voir si elles respectent les règles du commerce internationale de l'OMC, organisme que l'Empire du Milieu a récemment intégré. Pour l'un des contestataires, les Etats-Unis, on pourrait dire que cette récrimination est bien inopportune !

C'est en effet à la suite de l'annonce des sur-taxations américaines sur l'acier que la Chine avait décidé de dresser à son tour des barrières de sauvegarde en décidant, à titre temporaire, une taxation de 17 produits d'acier dans un premier temps, contre-mesure par la suite étendue à 5 autres produits pour une durée de 2,5 années.

Les contre-mesures chinoises ont en fait beaucoup plus affecté les sidérurgistes japonais que l'industrie américaine qui n'est que peu exportatrice vers la Chine. Mais cette attaque vers la Chine s'inscrit dans un contentieux beaucoup plus vaste et les américains n'ont pas oublié que la Chine était, avec l'Union Européenne un des plus sérieux adversaires de la mesure 201. Dès lors il est bien connu que l'attaque est souvent la

meilleure des défenses, surtout quand on peut y entraîner le Japon, pourtant lui aussi une des cibles américaines favorites, mais également un concurrent de poids dans la sphère asiatique.

Outre une liste de demandes sur des points de détail des procédures des taxes chinoises en termes de fonctionnement et de durée d'application, les Etats-Unis demandent enfin à la Chine pourquoi celle-ci a considéré la Corée du Sud et la Slovaquie comme des pays en voie de développement tout en exemptant seulement le second de la taxation, alors que Taiwan n'est lui pas considéré comme tel - et donc non exempté -. Si ces nuances apparaissent effectivement quelque peu byzantines, le poids respectif des deux premières nations et l'appréciation politique du troisième par la Chine sont des réponses implicites à cette question naïve (au premier abord).

(*Metal Bulletin* : 20/10/2003)

Chine : vers une flambée des exportations avant la prochaine réduction des mesures incitatives

Le Ministre des finances chinois a annoncé une forte réduction des mesures incitatives à l'exportation qui consistaient à rembourser en cash ou en réduction d'impôt les exportateurs du pays. Le montant de ces ristournes peut actuellement atteindre un niveau de l'ordre de 17 % pour les métaux et l'acier et il est prévu de le réduire substantiellement, voire même de l'amener à zéro dans certains cas. C'est ainsi qu'il passera par exemple de 13-17 % à 5 % pour le coke, le charbon pour coke, le cuivre en cathodes, les alliages de cuivre et les métaux stratégiques incluant les carbures de tungstène et les terres rares. Il passera de 13-15 % à 8 % pour l'aluminium, le nickel, les ferro-alliages et les concentrés de molybdène. Il sera enfin ramené de 17 à 13 % pour les produits en acier, les produits chimiques et

électro-mécaniques. En réponse à cette mesure qui interviendra dès le début de l'année 2004, les acteurs du commerce chinois s'attendent à une flambée des exportations dans le dernier trimestre pour mettre à profit l'ancien régime fiscal avant la mise en place du nouveau.

(Metal Bulletin : 20/10/2003)

Brésil : Nucor et CVRD sereins devant une seconde investigation de type "anti-trust"

L'américain Nucor et le géant brésilien CVRD sont partenaires en joint-venture pour un projet de fonderie de fonte dans le nord-est du Brésil. L'unité de production projetée, alimentée par du charbon de bois, aura une capacité de 370 000 tonnes de fonte par an, toute entière destinée à Nuco pour alimenter ses mini-fourns aux Etats-Unis. Elle nécessitera un investissement estimé à 80 millions de dollars (10 M\$ par Nucor et 70 M\$ par CVRD) et appartiendra pour 78 % à CVRD et 22 % à Nucor. A noter que Nucor est déjà le principal client de CVRD pour la fonte, avec une demande annuelle de 1,6 Mt environ.

Dès lors ce projet inquiète les autres producteurs de fonte brésiliens, groupés dans l'"associação das Siderurgicas de Carajas" (Asica) qui pensent qu'une position prédominante d'un cartel Nucor-CVRD induira une pénurie de minerai de fer brut, l'offre étant actuellement tendue au niveau international et CVRD ayant déjà fixé des quotas pour leur approvisionnement. Ils ont donc demandé aux autorités brésiliennes d'instruire un dossier, de type anti-trust, sur l'impact au niveau national de la mise en place par CVRD de ces quotas de livraison de minerai., en terme de rupture d'approvisionnement et en terme de probable envol des prix.

Toutefois les associés, et notamment Nucor, par la voix de son vice-président Dan DiMicco, disent ne pas être inquiets, doutant qu'un dossier solide puisse être établi, et faisant remarquer qu'une plainte similaire précédemment instruite à leur encontre avait déjà tourné court. Nucor déclare par ailleurs que le projet ne sera pas remis en question.

(Metal Bulletin : 06/10/2003)

Kenya : l'industrie sidérurgique naissante veut obtenir de l'OMC un traitement spécial

Le Kenya, qui est exportateur d'acier depuis l'année 2000, souhaite être considéré à l'OMC comme une nation en voie de développement cherchant à diversifier ses exportations (qui reposaient essentiellement sur le thé et le café). Mais il tient en outre à ce que son traitement soit meilleur que celui de nations comme l'Inde et la Chine dont la sidérurgie bénéficie de l'aide de subventions de leur gouvernement. Ce qui n'est pas le cas des sidérurgistes kenyans qui estiment dès lors que "la compétition n'est pas loyale".

(Metal Bulletin : 06/10/2003)

Mexique : mise en place de taxes anti-dumping sur les ferro-alliages ukrainiens et chinois

Le Mexique a pris la décision d'imposer des taxes anti-dumping sur les importations de ferro-alliages en provenance d'Ukraine (silico-manganèse) et de Chine (ferro-manganèse à fort taux de carbone), à hauteur de 51,28 % dans le premier cas et de 54,34 % dans le second. Ces importations, à un prix estimé déloyal, pénalisaient la compagnie mexicaine Minera Autlan, productrice de minerai de manganèse et de ferro-alliages.

Cette décision s'inscrit en fait dans le prolongement d'une action déjà entreprise en février 2003 qui avait abouti à la mise en place de taxes provisoires d'un montant de 17,84 % pour le silico-manganèse ukrainien et de 41,76 % pour les ferro-manganèses chinois.

(Metal Bulletin : 13/10/2003)

MÉTAUX DE BASE

Aluminium : Alcoa engage une procédure anti-dumping contre le sud-africain Hulett

Le N° 1 mondial de l'aluminium a déposé une plainte contre le sud-africain Hulett pour dumping dans le domaine des rouleaux d'épaisseur supérieure à 6,3 mm. Cette démarche est jugée tout à fait surprenante par Hulett qui compte se défendre fermement en faisant déjà remarquer que ses ventes sur ce créneau représentent moins de 1 % du marché

aux Etats-Unis où Alcoa est largement leader. Hulett signale encore que le produit incriminé n'est pas vendu actuellement en Afrique du Sud, tandis que sa part totale dans le marché mondial des produits en rouleaux se monte à 1,2 % à peine. Cela ne paraît pas en effet constituer le profil d'un adepte du dumping. Hulett note enfin qu'Alcoa n'a pas fait de démarche analogue à l'encontre des chinois ou des russes qui offrent pour leur part des prix vraiment inférieurs.

Cette démarche d'Alcoa intervient alors que la demande du secteur de l'aéronautique et de l'industrie aérospatiale est en baisse notable.

(Metal Bulletin : bulletin journalier du 21/10/2003)

Zinc : l'Union Européenne renforce ses taxes anti-dumping sur les oxydes de zinc chinois

L'Union Européenne renforce ses dispositions douanières anti-dumping à l'encontre des oxydes de zinc en provenance de Chine. Cette action résulte d'un dossier d'Eurométaux rapportant l'entrée en Europe de matériel chinois via le Vietnam, matériel qui plus est trafiqué (mêlé avec de la silice) pour éviter les taxes - à hauteur de 6,9 à 28 % - déjà mises en place à l'encontre d'oxydes de zinc chinois de pureté supérieure à 93 %.

L'artifice utilisé est largement établi par les rapports des douanes qui montrent que les importations en provenance du Vietnam ont brutalement crû en volume tandis que celles en provenance de Chine ont décliné dans les mêmes proportions et pendant la même période. Aucun des producteurs ou exportateurs vietnamiens n'a voulu coopérer dans l'enquête tandis que les autorités vietnamiennes ont déclaré n'avoir donné aucune autorisation pour les 6 523 tonnes arrivées de leur pays en Europe.

Outre une surveillance accrue du routage des oxydes de zinc, l'Union Européenne a donc décidé d'étendre le champ d'application des taxes aux produits "trafiqués" qui n'ont pas de prime d'abord la pureté limite, mais qui, comme dans les cas déjà démontrés, ont une composition compatible avec l'obtention de cette pureté limite après un re-conditionnement rapide.

(Metal Bulletin : 22/10/2003)

FÉRAILLES - SCRAPS

Union Européenne : Eurométaux soulève la question des dispenses de taxes par les autorités chinoises à l'importa- tion des scraps de cuivre ...

La puissante fédération Eurométaux a demandé à l'Union Européenne de presser les autorités chinoises, à l'occasion d'une réunion prévue ce mois dans le cadre de l'OMC, de stopper les dispenses de taxes à l'importation des scraps de cuivre trop généreusement accordées pour l'importation de matières premières.

Il résulte en effet de cette pratique, estimée déloyale, une mise en difficulté des fondeurs de cuivre secondaire en Europe, qui ont évidemment des difficultés à rester compétitifs pour vendre leur production puisqu'ils sont comparativement pénalisés de fait en amont.

(Metal Bulletin : 13/10/2003)

... et celle des taxes imposées par la Russie à l'exportation des scraps de cuivre et d'aluminium

Eurométaux continue par ailleurs à mettre la pression sur l'OMC pour qu'elle poursuive l'instruction d'un dossier sur la décision des autorités russes d'imposer une taxe de 50 % à l'exportation de scraps. Là encore cette pratique estimée déloyale pénalise en amont les recycleurs de l'Union puisqu'il en résulte pour eux une difficulté à s'approvisionner en amont. C'est ainsi qu'Eurométaux estime que depuis l'année 2000 ce sont 235 000 t/an de cuivre recyclé qui ont été perdues par les industriels du recyclage de l'Union.

(Metal Bulletin : 13/10/2003)

Union Européenne : la Com- mission veut lutter contre la fraude sur la taxation (TVA) des scraps

Alertée par plusieurs fédérations majeures (Eurométaux, FER, the European Ferrous Recovery & Recycling Federation et le Bureau of International Recycling), la Commission Européenne s'est engagée dans une lutte contre des fraudes importantes intervenant dans les circuits du recyclage. Il s'avère en effet que des négo-

ciants peu scrupuleux ont collecté des scraps en offrant des prix d'achat "TTC" élevés, mais en "oubliant" de déclarer ultérieurement la taxe TVA, opérations illégales menées principalement en Italie, en Espagne et au Portugal. Bien entendu les compagnies coupables de ces agissements ont pour habitude de fermer leurs bureaux pour les rouvrir ailleurs afin de gêner les procédures de contrôle déployées par les agents du fisc et contributions indirectes.

Le préjudice ainsi causé n'est pas négligeable puisqu'il est estimé à hauteur de 300 Ms pour l'Espagne ainsi que pour l'Italie. Pour remédier à cette situation, il est entre autres prévu, à partir du 1^{er} janvier 2004, qu'acheteur et vendeur devront faire ensemble une déclaration détaillée de chaque transaction.

(Metal Bulletin : 06/10/2003)

Serbie-Monténégro : mise en place de taxes à l'exportation de scraps et à l'importation d'aciers longs

Le gouvernement fédéral de la Serbie-Monténégro a mis en place des taxes à l'exportation d'un montant de 15 % pour les scraps et des taxes à l'importation d'un montant de 18 % pour les aciers en produits longs. Une décision apparemment motivée par le souci de préserver les intérêts des usines de Zeljezara Nikscic. Cette décision a effectivement immédiatement dissuadé les exportateurs de poursuivre leur commerce avec les voisins bulgares et roumains, et contribué à abaisser les prix des scraps à l'intérieur de la Fédération. Les négociants sont évidemment très contrariés.

(Metal Bulletin : 29/09/2003)

Irak : les troupes américaines prélèveraient des taxes à l'ex- portation de scraps

Le chaos d'après-guerre et la désorganisation des autorités irakiennes sont des éléments favorisant tout trafic et opérations illégales. C'est ainsi que, dans le domaine des matières premières minérales il avait déjà été fait mention de récupération importante de scraps divers : câbles en cuivre dans un premier temps, puis acier inoxydable et lingots de laiton (fonte de douilles d'obus). Il a été ainsi estimé par exemple

qu'un montant de 1,7 M\$ de câble en cuivre a été illégalement évacué.

Des négociants ont rapporté à la Rédaction de revue Metal Bulletin que les militaires américains chargés du contrôle des postes frontaliers prélèvent des taxes pouvant atteindre mille dollars par véhicule u passage des camions remplis de telles marchandises, une taxe passée d'ailleurs de 200 à 1 000 \$ en l'espace de quelques semaines. Cette information a été toutefois démentie par les autorités américaines qui ont simplement déclaré qu'il était de leur devoir de lutter contre cette contrebande, mais qu'elles se pencheraient plus sérieusement sur la question d'une taxation si des éléments plus détaillés - des preuves sans doute - leur étaient fournies.

(Metal Bulletin : 29/09/2003)

LES ÉTATS

ARGENTINE (et BRÉSIL)

L'Argentine et le Brésil resserrent leurs liens

A l'occasion d'une visite du Président du Brésil à Buenos Aires, l'Argentine et le Brésil vont resserrer leurs liens au plan stratégique. L'ambition de ce "consensus de Buenos Aires" sera d'établir les bases d'une approche et d'un engagement commun en face des instances internationales que sont le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ainsi que lors de négociations avec les Etats-Unis ou avec l'Union Européenne. Ce consensus fera également référence au Mercosur (Marché commun du Sud) dont les présidents argentins et brésiliens souhaitent l'extension à tous les pays du continent sud-américain.

Cette stratégie vise ainsi à proposer une alternative de poids face au "consensus de Washington", dont la philosophie libérale pèse sur la politique du FMI et de la Banque Mondiale, même si le Brésil et l'Argentine ne veulent pas ouvertement remettre en cause les principes de lutte contre l'inflation et les déficits publics.

(*La Tribune* : 16/10/2003)

AUSTRALIE

L'Australie veut rester leader dans le domaine de la technologie au service de l'industrie minière

Le Ministre des Finances australien a communiqué la détermination du pays à rester leader mondial sur le marché de la technologie et services destinés à l'industrie minière. Il a fixé un objectif ambitieux : augmenter les ventes de 50 % pour atteindre un volume de ventes de 6 milliards de dollars australiens en 2010 ! Cela devrait en particulier permettre de rester à hauteur de 60 % du marché mondial pour la fourniture de

logiciels d'appui à l'industrie minière. Le Ministre a rappelé que les services dans le domaine de la technologie ont représenté une contribution de 3 milliards de dollars au PNB du pays en 2000 et 2001, et qu'il était prévu d'augmenter ce chiffre de 13 % par an jusqu'à l'exercice 2005-2006. Une forte promotion de recherche et développement sera faite auprès des acteurs publics et privés et le Ministre compte accroître les marchés domestiques et internationaux en misant sur la réputation de savoir-faire de l'une des grandes nations minières du monde.

(*Mining Journal* : 17/10/2003)

BRÉSIL

Plus de contrôle sur la production et l'exportation des diamants

Comme ce fut le cas dans le passé pour l'or, l'Etat brésilien a des difficultés à contrôler la production et l'exportation des diamants, substance pour laquelle l'exploitation de type "petite mine et exploitation artisanale (garimpos)" reste majoritairement importante. Si la production "officielle" du Brésil oscille entre 0,6 et 1 Mct par an, certains évoquent des chiffres notablement supérieurs (2 à 5 fois), notamment pour la contribution majeure apportée par les gisements de Juina (Mato Grosso).

L'Etat veut donc plus de contrôle et de transparence pour mieux maîtriser les flux et s'assurer que les diamants brésiliens, parfois tirés en fraude des réserves indigènes indiennes, répondent aux critères éthiques du processus de Kimberley.

Bien que l'arsenal juridique nouveau soit encore inachevé, il a été déjà décidé d'introduire une "limite" de vente de 800 carats pour les permis provisoires au delà de laquelle il faut demander un permis d'exploitation, dans l'objectif de limiter l'utilisation de ces permis provisoires et favoriser l'émergence des permis

miniers. Mais c'est justement sur ce point que le contrôle effectif pêche ! En outre, la limite de 800 carats est estimée trop arbitraire par la profession, puisque elle conduit à de fortes disparités en fonction de la qualité très inégale des diamants au Brésil : ainsi, à l'intérieur même du Mato Grosso, 800 carats peuvent représenter 320 000 \$ pour des diamants de la Chapada Diamantina (400 \$/ct), alors qu'ils ne représentent que 20 000 \$ pour les diamants de Juina (25 \$/ct).

Les modalités d'un contrôle accru sont étudiées par le Ministère des Finances, travaillant en étroite collaboration avec le Département National de la Production Minière (DNPM), dont les techniciens recevront une formation adaptée à l'expertise des diamants et la certification de leur origine.

(*Mining Journal* : 03/10/2003)

BRUNEI

Alcoa projette une fonderie d'aluminium dans le Sultanat de Brunei

Le N°1 mondial de l'aluminium n'entend pas rester à l'écart de la course à l'installation de nouvelles capacités de production d'aluminium dont le terrain de jeu comprend les pays du Golfe mais aussi l'extrême Orient, dans les pays où le pétrole permet de disposer d'une énergie à bas coût. Alcoa va ainsi démarrer une étude de faisabilité pour l'implantation d'une fonderie d'aluminium à Brunei, le sultanat pétrolier de la grande île de Bornéo. La fonderie projetée aurait une capacité de production de 30 000 t/an et nécessiterait un investissement de l'ordre de 1,5 milliards de dollars. Ce projet entrera en concurrence avec un projet de fonderie de Dubal (entreprise d'état de Dubaï) établie dans l'état voisin de Sarawak (Malaisie), dont la capacité pourrait à terme atteindre 500 000 t/an.

(*Reuters* : 26/09/2003)

BULGARIE

Regain de vie pour le manganeuse bulgare ?

La mine de manganèse souterraine de Obrochiste, auparavant propriété de l'Etat bulgare a cessé d'extraire en 1988 et été placée en stand-by pour maintenance, la production ne portant plus que sur le traitement des haldes de minerai. Elle a été depuis rachetée par le groupe Oberg Holdings AG basé en Suisse qui a l'ambition de la réhabiliter et la remettre en exploitation. Pour cela Oberg a confié à l'allemand DMT une étude d'ingénierie et de planification d'une nouvelle phase d'exploitation. Obrochiste avait été équipée d'un premier shaft en 1972, puis un second de plus grande importance (500 000 t/an) avait été foncé, mais non équipé. Pour exploiter le minerai, qui se présente en un horizon stratigraphique volcano-sédimentaire d'une puissance pouvant atteindre 10 mètres, DMT pense pouvoir opérer la mine avec des équipements de même type que ceux utilisés en Allemagne dans les mines de charbon hautement mécanisées.

(Mining Journal : 26/09/2003)

CANADA

Requête de l'association PDAC pour une réforme minière et fiscale ...

L'association "prospectors and Developers Association of Canada" (PDAC) estime que les négociations et accords avec les représentants des communautés indigènes, que les groupes miniers -seniors et juniors - sont légalement tenus de mener à différents stades de l'exploration et de l'exploitation des ressources minérales, ont trop souvent des effets pervers pénalisants pour les acteurs de l'industrie minière canadienne et demandent aux instances gouvernementales provinciales et fédérales d'apporter de nouvelles solutions en terme de code minier et fiscal.

Prospecteurs et compagnies doivent négocier et s'entendre avec les communautés indigènes (indiennes et esquimaux) dans l'objectif de préserver les intérêts de celles-ci (droits de propriété, environnement, emplois, formation à l'emploi, revenu par royalties ...) lorsqu'il veulent prospecter et exploiter dans les territoires dont elles ont été reconnues

propriétaires. Le PDAC observe que d'une part la longueur des tractations conduit souvent à devoir suspendre des travaux pendant un laps de temps non négligeable (plus de 2 mois pour De Beers sur le projet Snap Lake) ou à être obligé de retarder exagérément leur mise en route, quand bien même en outre la pertinence d'un accord ne peut être clairement justifiée. Cette situation pénalise les acteurs miniers seniors et sans doute encore plus les juniors dont les moyens sont bien plus réduits mais qui sont des acteurs de promotion majeurs dans ce pays.

En conséquence il est donc demandé aux instances canadiennes par le canal de la PDAC de trouver des solutions adaptées à cette dérive. Le PDAC a dans cet esprit proposé que l'ensemble des coûts consentis liés aux accords avec les communautés indigènes puisse être dans le futur pris en compte dans le cadre de mesures fiscales incitatives. Il est également demandé de concevoir un cadre assurant plus de garantie aux compagnies en terme de droits d'exploration, en les protégeant quand les négociations traînent en longueur ... jusqu'à ce que soit dépassé l'intervalle de temps fixé par la loi. Ces propositions devaient être examinées lors du quatrième meeting annuel des ministres des mines et de l'énergie - aux niveaux provincial et fédéral - qui se tenait du 28 septembre au 01 octobre.

(Mining Journal : 26/09/2003)

... Tandis que la province de Colombie Britannique promeut son potentiel minéral à Londres

Richard Neufeld, Ministre des Mines et de l'Energie de la Colombie Britannique, a pris son bâton de pèlerin pour assurer la promotion du potentiel minéral de la province, une première s'agissant de cette province. A noter que dans cette démarche le Ministre était accompagné d'une forte délégation incluant des professionnels de la mine, des représentants de la bourse de Toronto et de la communauté indigène.

Le Ministre a rappelé les points forts de la province occidentale canadienne :

- un fort potentiel minéral, assurant la troisième place à sa contribution, 2,8 milliards de dollars canadiens, soit 37 % en valeur (12 % pour le cuivre,

5 % pour l'argent, 2 % pour le zinc, 4 % pour les autres métaux et 19 % pour les minéraux autres que le charbon) à l'industrie extractive canadienne. Et un potentiel qui doit encore être considéré comme sous-exploré, avec une ressource de 80 M d'onces pour l'or et de réelles perspectives pour des minéralisations de type porphyry en particulier ;

- un cadre minier et fiscal attractif, en particulier après les larges réformes entreprises par le nouveau gouvernement après qu'un déclin de l'industrie minière ait été enregistré pendant 4 années jusqu'en 2002. L'impôt sur le revenu a été réduit de 25 %, les impôts indirects ont été ramenés de 16 à 13 %, une taxe de 7 % sur les équipements a été abrogée, tandis qu'un crédit d'impôt de 20 % a été instauré pour les dépenses d'exploration. Enfin, les nombreux obstacles de "bureaucratie" ont été largement aplanis par un ministère de "dé-régulation" !

- Jerry Asp, représentant des associations de la Communauté Indigène, a souligné l'ouverture d'esprit de celle-ci concernant l'industrie minière, à condition bien entendu que ses intérêts restent préservés par des accords adéquats avec les exploitants ;

- enfin, le plan d'occupation des terres est en cours de révision, afin de modifier et clarifier les positions prises dans le passé, lorsque le gouvernement d'alors avait décrété que 12 % de la superficie de la Province était inaccessible à l'activité minière, un chiffre à ne pas prendre au pied de la lettre.

(Mining Journal : 03/10/2003)

CHILI

Privatisation partielle de Codelco projetée à moyen terme

La privatisation partielle - à hauteur de 20 % environ - de Codelco, plus grand producteur mondial du métal rouge, pourrait être menée dans un délai de 5 à 6 ans dans l'objectif de financer de nouveaux projets sans recourir à l'emprunt, c'est ce qu'a annoncé le Ministre des Mines du Chili. Codelco doit en effet fortement investir dans les prochaines années pour atteindre un objectif de production de l'ordre de 1 840 Mt à l'horizon 2006. Cet investissement se fait pour l'instant par emprunt, et un relai par le

capital privé ne pourra intervenir qu'au delà des 5 prochaines années.

La question de la privatisation du géant chilien est au cœur du débat politique des prochaines élections présidentielles chiliennes.

(Reuters : 26/09/2003)

CHINE

L'Etat en appui à Chalco

Le gouvernement chinois va accorder un prêt sans intérêt à Chalco pour l'aider à financer la construction d'une raffinerie d'alumine d'une capacité de 700 000 t/an dans la Province de Henan. La construction des infrastructures pourrait être achevée fin 2005. L'Etat chinois est majoritaire dans Chalco (Aluminium Corp. Of China), à la fois par l'intermédiaire de Chinalco (Etat 100) qui en possède 45,1 % et par l'intermédiaire d'institutionnels chinois (29,9 %). Rappelons que les 25 % restants appartiennent au secteur privé, dont 8 % à Alcoa et 17 % aux investisseurs privés.

(Mining Journal : 26/10/2003)

ÉTATS-UNIS

Retour en arrière sur une loi relative aux déchets miniers

Le gouvernement américain est revenu en arrière sur un point de droit concernant les déchets miniers : les compagnies minières seront autorisées à utiliser l'ensemble des parcelles de 20 acres (0,08 km²) de permis attribués par le gouvernement pour le stockage des déchets miniers au lieu des parcelles de 5 acres précédemment prévues. C'est en fait un retour à une disposition antérieure datant de 1872, qui avait été modifiée par l'administration Clinton.

(Mining Journal : 17/10/2003)

POLOGNE

Privatisation de Huty Stali : la note s'alourdit pour LNM

Les négociations pour la privatisation de Huty Stali (PHS), fleuron de la sidérurgie polonaise et dernier privatisable de l'acier dans les pays devant rejoindre l'Union Européenne, s'approchent de leur dénouement. Leur reprise devrait être le fait de l'investisseur international LNM, mais le prix à payer vient de passer de 1

à 1,25 milliards de dollars (5 milliards de zlotys) !

Sur les 5 milliards de Zlotys, 1,6 se répartiront entre les créanciers de PHS, dont PKP, la compagnie nationale des chemins de fer, PGNiG, le consortium d'hydrocarbures polonais et ARP, l'Agence de Développement du pays. Les 1,4 restants comprennent d'une part un accroissement du capital (100-150 M\$) et la reprise des 25 % détenus par l'Etat polonais (900 millions de zlotys), mais en outre, d'après une information non-encore confirmée, un investissement de 600 M\$ dans les 4 fours de PHS (Huta Katowice, Huta Sendzimir, Florian et Cedler).

Après que les autorités polonaises aient donné leur feu vert, et à condition que LNM soit d'accord avec la nouvelle donne, il restera à obtenir l'accord des 27 organisations syndicales concernées par la transaction.

A noter que, dans le domaine de la privatisation des industries sidérurgiques des nouveaux pays devant rejoindre l'Union Européenne, ce sont deux groupes non-européens, US Steel et LNM, qui se sont taillés la part du lion, au détriment (apparent) des groupes européens dont le géant Arcelor.

(Financial Times : 07/10/2003 ; Metal Bulletin : 22/09/2003)

PÉROU

Le Président péruvien appelle les entreprises françaises à investir

En visite à Paris, le Président Alejandro Toledo a incité les entreprises française à investir dans son pays, en leur garantissant une stabilité économique et un cadre juridique adapté. Il a notamment indiqué qu'il était prêt à accélérer le processus de privatisation dans plusieurs domaines, dont celui de l'énergie, et à associer des entreprises privées au développement des secteurs de l'eau et de l'assainissement. Le Président a aussi rappelé que son pays négociait un accord commercial avec l'Union Européenne qui pourrait être finalisé en 2005, mais que les entreprises françaises pourraient dès maintenant bénéficier de conditions similaires consenties aux entreprises américaines dès lors qu'elles s'associent à des projets péruviens.

Le Pérou, ajoutait-il enfin, entend maintenir un rythme de croissance de 5-6 % par an, en contenant son inflation en dessous de 2 %, comme cela est le cas en 2003.

(Reuters : 13/10/2003)

RUSSIE

Le ton monte sur l'entrée de la Russie à l'OMC

Les négociations sur l'entrée de la Russie à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) se poursuivent toujours, mais elles sont ouvertement rentrées dans une phase "politique" avec plusieurs dossiers sensibles dont celui de la question du prix de l'énergie. Ces questions doivent maintenant "être arbitrées" par les dirigeants russes selon la Commission Européenne. Mais le Président Poutine, en qualifiant la position de l'UE "d'injustifiée et malhonnête" hausse le ton et place le débat dans un contexte polémique qui risque pour le moins de ne pas accélérer le processus d'intégration de la Fédération à l'OMC.

(Le Figaro Économique : 15/10/2003)

BHP Billiton s'intéresse à la Russie

BHP Billiton, un des grands acteurs mondiaux du diamant avec De Beers et Rio Tinto, s'intéresse aux potentialités diamantifères russes. L'Administration de Krasnoyarsk a ainsi signé avec BHP Billiton un protocole d'accord sur l'exploration pour diamant du Territoire. BHP Billiton pourrait sur place travailler en partenariat avec des compagnies locales, Artemovskaya Gold Co par exemple.

(Mining Journal : 10/10/2003)

SLOVÉNIE

Contrat à long terme sur la vente d'aluminium

Le producteur d'aluminium slovène Talum s'est engagé par contrat à fournir au norvégien Norsk Hydro 70 000 tonnes par an de résidus d'alliages d'aluminium. Ce contrat s'ajoute à un précédent qui prévoyait sur le long terme de fournir 50 000 tonnes par an de lingots d'aluminium de première fusion au même Norsk Hydro.

(Reuters : 09/10/2003)

VENÉZUÉLA

Vers un contrôle accru des exploitations d'or et de diamant

Rafael Ramirez, Ministre des Mines et de l'Energie vénézuélien, a déclaré que son gouvernement renforcerait son contrôle sur les exploitations d'or et de diamant dans la région frontalière avec le Guyana, dans le but d'éliminer celles qui sont obsolètes d'un point de vue technique, ou illégales. Rappelons que cette région du Vénézuéla est, avec le Guyana, le Surinam, la Guyane et le nord du Brésil, une entité géographique et géologique siège d'une importante activité de petite mine et/ou mine artisanale pour l'or et/ou le diamant.

(Mining Journal : 26/09/2003)

ZAMBIE

La vente de Konkola devrait être finalisée cette année

Kaunda Lembalemba, Ministre des Mines zambien, a déclaré que la vente de Konkola Copper Mines à Sterlite Industries devrait pouvoir être finalisée en décembre 2003. Rappelons que Sterlite avait été finalement sélectionné à l'issu de l'appel d'offres en mai 2003 et que le schéma retenu est basé sur une prise de contrôle de 80 % par Sterlite tandis que l'Etat zambien gardera un intérêt fixé à hauteur de 20 %.

(Mining Journal : 10/10/2003)

LES ENTREPRISES

Aciérie de l'Atlantique (ADA)

L'aciérie de l'Atlantique, filiale d'Arcelor établie à Bayonne, devrait sortir du rouge pour la première fois depuis sa création en 1996 en dégageant un faible résultat positif annuel de 0,216 Ms. Même si la conjoncture reste très difficile, les efforts entrepris en terme de coûts de production et de stratégie industrielle dans un climat social devenu plus clément ont fini par payer et les résultats ont enregistré un renversement de tendance au cours de l'année 2002.

L'Aciérie Atlantique, qui emploie 224 personnes, produit des billettes d'acier avec une capacité de 1 Mt par an. Son chiffre d'affaires annuel se situe entre 160 et 170 Ms ; il devrait se monter à environ 163 Ms pour 2003.

(*Les Echos* : 29/09/2003)

Alcoa

Le géant américain N° 1 mondial de l'aluminium se porte bien, surprenant même les observateurs par l'ampleur de ses résultats semestriels. Le volume de ses ventes a augmenté de 3 % par rapport au premier semestre 2002 pour atteindre le montant de 5,3 milliards de dollars. Quant à son profit net, il augmente lui de 45 % pour se situer maintenant à 280 millions de dollars. Les principaux facteurs de cette réussite sont d'une part une situation exceptionnellement bonne pour l'alumine (ventes en légère progression, mais à un prix qui a bondi de 88 % !) et d'autre part les bons effets du plan de réduction des coûts (23 M\$ pendant le dernier trimestre) qui vise à économiser 964 M\$ depuis sa mise en place il y a 5 ans. Enfin, Alcoa a pu réduire sa dette de 1 milliard de dollars et celle-ci ne représente plus que 38,8 % de ses fonds propres.

(*La Tribune* : 09/10/2003 ; *Mining Journal* : 10/10/2003)

Areva

Le spécialiste français du nucléaire a réalisé un premier semestre en demi-teinte. Son bénéfice net se monte en effet à 55 Ms, en retrait de 47 % par rapport à celui enregistré sur la même période en 2002. Le résultat opérationnel, à 161 Ms, a pour sa part reculé de 4 %. Cette dégradation paraît liée d'une part à l'acquittement d'impôts notablement plus élevés qu'au semestre précédent, 107 Ms contre 51, et d'autre part une hausse des frais de restructuration, 90 Ms contre 36 au premier semestre 2002. Le chiffre d'affaires a lui progressé de 3,9 % pour atteindre 4,1 milliards d'euros. A noter que la branche connectique, reste toujours le talon d'Achille du groupe, mais que ses pertes opérationnelles sont en régression, 62 Ms contre 95 durant la même période en 2002.

(*Les Echos* : 01/10/2003)

Bombardier

Le groupe canadien spécialiste de la production de trains et d'avions va restructurer son outil de production en Europe. La France est concernée au titre du site de production de Crespin qui, situé dans le Nord, emploie 2 100 salariés. Mais Pierre Lortie, PDG de Bombardier, s'est montré rassurant sur l'avenir de cette unité de production, estimant que la commande enregistrée de 500 rames AGC (1,6 milliards d'euros) devrait largement permettre de maintenir tous les salariés et peut être même de créer 100 à 200 emplois supplémentaires.

Rappelons que Bombardier a un chiffre d'affaires de 6,1 milliards d'euros ; 40 % sont réalisés en Europe, dont la moitié en France.

(*La Tribune* : 10/10/2003)

Corus

Le groupe anglo-néerlandais a réduit sa perte pendant le premier semestre 2003, celle-ci se situant maintenant à

hauteur de 36 M€ contre 140 M\$ pour le second trimestre 2002. Le PDG Philippe Varin s'est montré satisfait de ce renversement de tendance tout en précisant qu'il faudrait encore deux à trois ans pour rétablir totalement la situation du groupe.

(*Financial Times* : 25/09/2003 ; *Metal Bulletin* : 29/09/2003)

Metalleurop

Le groupe français spécialiste des non-ferreux (plomb-zinc en particulier) s'est déclaré "en cessation de paiement" à l'issue d'un conseil d'administration tenu le 20 octobre. Metalleurop n'a pu arriver à un accord ni avec ses créanciers ni avec ses banques à qui il devait 48 Ms. Après sa filiale Metalleurop Nord, établie à Noyelles-Godault, le groupe Metalleurop se dirige ainsi vers une liquidation judiciaire et 1 700 salariés devront affronter cette situation.

Metalleurop avait du stopper ses opérations à la fermeture de Noyelles-Godault, usine qui produisait annuellement 140 000 t de plomb et 90 000 t de zinc.

Sur le site de Noyelles Godault, les liquidateurs judiciaires du Cabinet Mercier ont procédé à une grande braderie, mettant aux enchères 600 articles incluant machines et équipements ainsi que des stocks de métaux.

Par ailleurs deux premiers candidats à la reprise du site, le français Sita et le britannique Shanks ont présenté leurs projets respectifs à la préfecture d'Arras (Pas-de-Calais).

(*Metal Bulletin* : bulletin journalier internet du 22/10/2003 ; *Usine Nouvelle News* : 21 et 22/10/2003 ; *Recyclage Récupération Magazine* du 03 et 10/10/2003)

Posco

Le géant sud-coréen de l'acier se porte mieux que jamais. Posco a en effet réalisé un bénéfice net de 500 milliards de wons (438 millions de dollars) pour le

troisième trimestre, en hausse de 32 % par rapport à la même période en 2002. Sur les 9 premiers mois de l'année, la progression du profit se monte à 106 % !
(*La Tribune* : 10/10/2003)

Vallourec

L'investisseur Vincent Bolloré est devenu récemment en position de prendre le contrôle du groupe français spécialiste des tubes. Bolloré Investissement a en effet franchi la barre des 20 % du capital et des droits de vote chez Vallourec. Toutefois Vincent Bolloré a déclaré ne pas envisager de prendre ce contrôle dans un avenir immédiat. La montée en puissance de Bolloré a profité en bourse au titre Vallourec.

(*La Tribune* : 10/10/2003)

Wienerberger

Le spécialiste autrichien des matériaux de construction en terre cuite a installé à Pont-de-Vaux (Ain) une nouvelle unité de production. Cette nouvelle usine, ultramoderne et d'une superficie de 15 000 m², sera capable de produire annuellement 150 000 tonnes de briques de structures pour murs porteurs. Son coût n'a représenté que 20 Ms compte tenu du fait que les équipements sont en partie issus de l'usine de Pont d'Alpach (Alsace).

Wienerberger représente un volume de ventes de 1,8 milliards d'euros (prévision 2003) avec un excédant brut d'exploitation de 18,56 % (premier semestre 2003). Le groupe est déjà bien implanté en France (14 unités de production) mais compte encore s'y renforcer; il se déploie fortement en Europe centrale et orientale et compte également devenir leader dans le domaine des briques aux Etats-Unis. Ses deux domaines d'excellence sont les briques et les tuiles.

(*Les Echos* : 29/09/2003)

X-Strata

Le groupe X-Strata enregistre une chute de résultat à l'issue du premier semestre 2003. Son profit net se monte à 75,2 M\$ contre 112 obtenus sur la même période en 2002. Pourtant son chiffre d'affaires a grimpé de 200 M\$ (+ 21 %) pour atteindre le montant de 1,16 milliards de dollars. Mais il est vrai qu'X-Strata a acquis le groupe minier

australien MIM (2,1 milliards de dollars) et qu'il doit achever de le digérer. Par ailleurs le groupe est satisfait par ses performances en termes de réduction de coûts (- 38 M\$).

(*Metal Bulletin* : 22/09/2003)

CARNET

Anglo American

Lazarus Zim a été nommé Directeur Adjoint d'Anglo American Corp. of South Africa à compter du 1^{er} octobre. L'arrivée d'un homme d'affaires de couleur à ce niveau de responsabilité illustre l'adhésion des groupes miniers aux processus de changement en Afrique du Sud.

Par ailleurs Philip Baum a été nommé Directeur de la division "ferrous and industries" (acier, vanadium et manganèse) d'Anglo-American. Il était auparavant directeur d'Anglo American Corp. of South Africa.

(Mining Journal : 10/10/2003 ; Africa Mining Intelligence : N° 70 du 08 au 21/10/2003)

Alcoa (et WMC)

John Pizzey, Vice-Président d'Alcoa et Président de la branche produits primaires, va quitter le leader mondial de l'aluminium en début d'année prochaine pour se retirer dans son pays d'origine, l'Australie, où il siègera au conseil du groupe australien WMC. Cette décision d'une semi-retraite s'accompagnera par ailleurs d'un départ du LME à la fin 2003, une institution qu'il préside actuellement. John Pizzey sera remplacé à Alcoa par Bernt Reitan, actuellement président de la branche marché des métaux primaires. Bernt Reitan, norvégien et ancien d'Elkem, sera également nommé Président d'Alcoa Australie.

A noter enfin que le Conseil d'administration de WMC verra aussi l'arrivée de Graeme McGregor qui est un ancien directeur financier de BHP Billiton.

(Metal Bulletin : 06/10/2003 ; Mining Journal : 03/10/2003)

Barrick Gold Cor.

Peter Klinver a été nommé Directeur Général du groupe minier canadien spécialiste de l'or. Il était auparavant directeur divisionnaire d'Anglo American plc en Afrique du Sud. Il remplace à ce poste John Carrington.

(Mining Journal : 26/09/2003 ; Africa Mining Intelligence : N° 70 du 08 au 21/10/2003)

Caemi

Changements à la direction de Caemi à la suite de son acquisition par le géant sidérurgiste brésilien CRVD. Tito Botelho Martins, depuis 20 ans à CRVD, est nommé Directeur Général et Directeur Financier de Caemi en remplacement de Oscar Camargo et Wanderlei Fagundes.

Le conseil d'administration sera présidé par Fabio Barbosa, directeur financier de CRVD, et intégrera 3 nouveaux membres, appartenant eux aussi à la hiérarchie de CRVD.

(Metal Bulletin : 13/10/2003)

Commissariat à l'Energie Atomique (CEA)

Etienne Pochon a été nommé Directeur du Patrimoine et de l'Assainissement au sein de la Direction de l'énergie nucléaire du CEA. Ingénieur chimiste et docteur es-sciences physiques, Etienne Pochon est un ancien de la maison, rentré au CEA en 1976. Il était depuis 2001 directeur du soutien nucléaire industriel de la Direction de l'énergie nucléaire (DEN).

(Les Echos : 01/10/2003)

Institut Français du Pétrole (IFP)

Jaques Deyirmendjian et Philippe Gillet ont été nommés Administrateurs de l'Institut Français du Pétrole. Ils remplacent dans ces fonctions Yves Colliou et Bernard Cabaret. Jacques Deyirmendjian, polytechnicien et titulaire d'un DEA de sciences et mathématiques, est délégué général du groupe Gaz de France et PDG de GDF International; Philippe Gillet est directeur de L'Ecole Normale Supérieure de Lyon.

(Les Echos : 30/09/2003)

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (France)

Guy Fradin a été nommé Directeur de cabinet du Ministre Roselyne Bachelot. Ingénieur agronome et ingénieur en chef du Génie Rural des eaux et forêts, Guy Fradin a auparavant occupé des postes de responsabilité dans plusieurs branches du Ministère de l'agriculture entre 1997 et 2002. Il était depuis mars 2003 directeur de la nature et des paysages.

(Les Echos : 01/10/2003)

Rio Tinto

Preston Chiaro a été nommé Directeur de la filiale du groupe spécialisée dans le charbon Coal & Allied Industries Ltd. Il était auparavant directeur de la division énergie de Rio Tinto.

Par ailleurs Sir John Kerr, diplomate britannique, a été nommé directeur honoraire du Groupe.

(Mining Journal : 26/09 et 17/10/2003)

Sons of Gwalia Ltd.

Luke Tonkin a été nommé Manager Général des opérations du groupe minier australien premier producteur mondial de tantale. Il occupait auparavant les mêmes fonctions dans la branche nickel de WMC Resources dans l'ouest australien.

(Mining Journal : 17/10/2003)

Sual Holding itanium Corp. Inc.

Chris Chapple a été nommé Directeur du développement au sein du directoire du géant russe de l'aluminium. Il sera responsable de la définition et de l'application de la stratégie de Sual et rendra compte directement au directeur Chris Norval.

(Mining Journal : 03/10/2003)

ECO-NOTE



C. Hocquard (Ressources Minérales)
Note de sensibilisation, octobre 2003

Minerais et Métaux : la Chine *versus* le reste du monde

1. Une croissance exponentielle de la consommation domestique en matières premières minérales.

Dire que la vitesse des changements est époustouflante en Chine est un euphémisme, au point que les superlatifs deviennent eux-mêmes insuffisants. La demande chinoise joue un rôle de plus en plus essentiel sur le marché des matières premières minérales. D'aucuns disent que la Chine est le Japon de 1955 ou font un parallèle entre la Chine actuelle et l'émergence industrielle américaine de la deuxième moitié du 19^e siècle, sauf que la croissance concerne plus d'un milliard et demi d'habitants dont les espérances en biens de consommation sont sans comparaison.

Dans seulement cinq ans, au rythme actuel de croissance de ses consommations, la Chine deviendra le premier consommateur mondial pour toutes les substances minérales.

2. La Chine est un monde dual qui doit gérer de profondes contradictions

Les contradictions sont patentes entre l'Etat et les Provinces, entre la **frange côtière** qui rejoint les NPI et l'**intérieur émergent**¹, entre le secteur public et le secteur privé, entre le marché interne et le marché export.

3. Ces contradictions se reflètent pleinement dans le secteur de l'industrie minérale chinoise.

Les intentions chinoises concernant la mine ont évolué régulièrement, au fur et à mesure de son évolution vers une économie de marché de plus en plus libérale et une demande domestique en accélération qui a conduit la Chine à devenir progressivement un importateur net pour un nombre croissant de produits miniers (Cu, Ni, Al, Zn, Mn, Cr, et même Sn et Sb !). On peut distinguer 5 étapes dans cette évolution.

Etape 1 : Dans les années 80, la Chine était confinée dans un rôle d'exportateur dominant pour un ensemble de petits métaux et de minéraux. L'objectif était d'inonder le marché de manière à s'assurer, à tout prix, le contrôle monopolistique. Mais, pour les principaux métaux de base (cuivre, zinc et aluminium), la Chine n'était encore au niveau mondial ni un producteur, ni un consommateur significatif, et subvenait à ses propres besoins domestiques. En raison d'informations statistiques totalement fantaisistes, le pays comblait ses déficits périodiques par des achats opportunistes sur le marché international durant les périodes d'excès d'offre, pour profiter au mieux des cours. Ces achats étaient alors réalisés *via* des traders.

¹ Malgré le X^e plan, axé sur le développement de l'Ouest, le différentiel de développement entre l'Ouest et l'Est ne peut que s'aggraver. Le développement a favorisé la côte Est (Pékin, Shanghai, Canton, Shenzhen...) au détriment du centre et surtout du grand Ouest. L'écart du PIB par habitant qui était de 7 entre Shanghai et le Gansu en 1980, est passé à 8,5 dix ans plus tard.

Minerais et métaux : La Chine *versus* le reste du monde

Etape 2 : Avec la rapide industrialisation des années 90, il aura suffi d'une décennie pour transformer la Chine en la 10^{ème} économie mondiale. Pour fixer les idées de cette phénoménale croissance, la Chine aura réalisé à elle seule, durant cette décennie, 33% de la croissance de la consommation mondiale de cuivre et 40% de celle d'aluminium. La part de la production minérale et métallurgique dans le PNB de la Chine est énorme et estimée à 6,3 % en 2000.

Etape 3 : Le transfert des productions minières et métallurgiques aux Provinces a eu pour conséquence des fermetures de complexes industriels², mais aussi des investissements immédiats et considérables dans les usines métallurgiques, lesquelles exportent à « tout prix », jusqu'à inonder le marché. D'où chute des cours, hécatombe industrielle occidentale³; et risque en Chine d'une bulle métallurgique⁴. Dans le même temps la production minière stagne ou décline car les gisements exploités sont à très faibles teneurs (système soviétique) et les gisements économiquement exploitables en portefeuille sont rares. De cette manière, un fossé se creuse entre d'une part cette capacité métallurgique en croissance forte et d'autre part la production minière de métaux de base qui stagne ou décline. En d'autres termes, plus les exportations de métaux et de produits finis augmentent, plus les importations de concentrés et de produits intermédiaires augmentent également. La Chine devient fortement dépendante : c'est un aspirateur de matières premières minérales, en particulier pour l'alumine⁵, le cuivre, le nickel, le manganèse.

Etape 4 : La réaction de L'Etat se traduit par un ensemble de mesures⁶ qui vont dans le même sens : reprendre en main⁷ un secteur anarchique, mais en distinguant deux groupes de métaux :

- **les métaux de base**, pour lesquels la dépendance d'importation de produits miniers s'accroît. L'Etat soumet les nouveaux investissements métallurgiques à autorisation, construit une voie ferrée vers les porphyres cuprifères tibétains, regroupe les sociétés du secteur au sein de filières substances⁸ (TR, Al, Cu, Ni) et ouvre le pays à l'investissement minier étranger, à commencer par l'exploration

² Avant sa restructuration, le seul secteur du charbon comptait plus de 6 millions d'employés ; il y en avait 350 000 dans le secteur aurifère, 300 000 dans les non-ferreux, et plus de 1,1 million dans les minéraux industriels et autres non-métallurgiques. Les fermetures provoquent de violentes manifestations, comme pour la mine de molybdène de Yangjiazhanzi (Huludao).

³ Avec l'exemple très récent du magnésium, dont la production domestique est passée de 5 à 200 kt en 10 ans, conduisant à la fermeture des producteurs occidentaux (Marignac, Magnola, Addy, etc.) et à l'arrêt de tous les projets australiens (dont AMC, Stanwell, etc.).

⁴ Mais il y a des risques associés à cette vague d'investissements miniers, et tout particulièrement pour l'aluminium, où le boom est énorme et les fragilités évidentes. En cas de chute des prix du métal, ou de hausse soudaine du prix de l'énergie, ou de baisse de la consommation intérieure (ce qui fait déjà beaucoup de risques potentiels), il y aura de la casse (avec une cascade de faillites et un probable effet « château de cartes » concernant les banques régionales peu protégées en cas de crise). On n'en est pas là, mais il faut garder un œil sur le marché de l'aluminium en Chine.

⁵ D'après Chalco, la production d'alumine de Chalco atteindra 7,3 Mt en 2005 tandis que la consommation d'alumine globale chinoise atteindra 14 Mt en 2005, induisant un déficit domestique de plus de 7 Mt !

⁶ A commencer par la rationalisation de son administration, l'abandon des subsides, la baisse des taxes à l'importation de produits, un début de prise en compte de l'environnement, la fourniture de statistiques plus fiables (le chemin sera long avant que les statistiques du "Chinese State Statistical Bureau" deviennent fiables et transparentes, mais l'impact statistique d'une augmentation de 10% de la consommation domestique se traduit maintenant par un effet considérable sur l'équation globale).

⁷ La Chine retourne vers une économie de marché encadrée, ainsi que l'a confirmé le III^e plénum du Parti communiste chinois qui vient de s'achever. La puissance publique demeure l'élément fort qui contraint l'élan industriel qui reste à poursuivre.

⁸ Le secteur du cuivre est regroupé autour de Minmetal-Jiangxi (la CuC, China United Copper, regroupe les 6 grands raffineurs pour investir ensemble dans des mines à l'étranger et acheter des concentrés en pool avec un « bargaining power »), celui de l'aluminium autour de Chalco (qui contrôle déjà la production d'alumine domestique, et deviendra *de facto* le régulateur du marché, car les autres fonderies dépendent des importations d'alumine) et celui des terres rares est regroupé autoritairement en deux pôles (les TR légères au Nord et les TR lourdes au sud).

Minerais et métaux : La Chine versus le reste du monde

minière⁹, car le déficit de réserves minières et de gisements à développer est criant. Il ne traduit pas un déficit d'investissement mais un vrai déficit d'exploration minière.

- **les métaux « mineurs »** (tungstène, antimoine, terres rares, magnésium) pour lesquels la Chine est exportatrice nette. L'Etat établit des quotas d'exportation afin d'éviter l'effondrement des cours et ferme les mines artisanales¹⁰. L'objectif non affiché étant, à terme, de réguler les marchés à travers un contrôle de l'offre et de passer de "price taker" à "price maker". Ceci grâce au maintien d'un déséquilibre contrôlé de l'offre-demande à travers un léger déficit de l'offre qui permet de maximiser les cours¹¹.

Etape 5 : La Chine, dans le même temps, développe progressivement des produits à plus grande valeur ajoutée¹², mais elle est handicapée par des ressources certes parfois abondantes, mais de mauvaise qualité, qui ne peuvent résister aux produits miniers importés¹³. Elle souhaite donc diminuer cette dépendance par l'acquisition à l'étranger des ressources déficitaires sur son territoire¹⁴, mais aussi par l'importation croissante de « scrapes » (matières premières secondaires)¹⁵, ainsi que de déchets métalliques beaucoup moins nobles¹⁶. La Chine devient vorace et boulimique. Elle doit non seulement importer du reste du monde de plus en plus de minerais, de concentrés, voire de produits de première fusion (mattes de cuivre, alumine, etc.), mais aussi ces déchets métalliques au point d'assécher le

⁹ Les difficultés administratives à régler sont encore trop nombreuses pour qu'un rush minier puisse se manifester. Le retrait récent de BHPB, l'une des rares majors impliquées dans un gros projet minier (zinc de Lamping), est assez révélateur. A plusieurs reprises, des gisements ont été proposés à l'industrie minière étrangère, dont l'enthousiasme a rapidement diminué après expertise des gisements offerts. De plus, les procédures et négociations constituent des obstacles à l'investissement étranger : absence de cadre juridique précis, complexité et lenteur du processus d'approbation, participation minoritaire dans les coentreprises, multiplicité des intervenants pour l'obtention des droits (approbation des administrations locales), profusion de procédures d'enregistrement, d'attribution de licences, de versement de taxes, restriction de l'activité minière à certaines substances et zones géographiques, difficultés d'accès aux données de base (cartes topographiques confidentielles), etc.

¹⁰ La mine artisanale est considérée comme "incontrôlable" : 85 000 t d'antimoine ont été exportées de Chine en 1999, mais seulement 40 000 t avec licence, le reste sortant du pays en contrebande. Il s'agit d'un vaste secteur atomisé à risques élevés (5300 décès en 2000 dans les mines, inondations, pollutions, etc.). Les inondations de juillet 2000 ont été responsables de 81 morts et plus de 400 disparus dans les petites mines d'antimoine et d'étain de la province autonome du Guanxi. Les autorités locales ont essayé de camoufler les faits de cette région dont l'étain et l'antimoine représentent 70% des revenus. Les fermetures sont justifiées par les impacts sociaux et environnementaux. De plus, ces mines illégales sont accusées de mettre davantage de métal sur le marché et de déprimer les cours à travers la contrebande. La surveillance des sites fermés se fera grâce à l'imagerie satellitaire (plus de 30 000 sites fermés récemment).

¹¹ On se souvient du tungstène où, après un dumping acharné, la Chine a provoqué l'effondrement des prix du tungstène, éliminé la concurrence des mines occidentales et s'est retrouvée en position de quasi-monopole. Elle a dû ensuite autolimiter sa production car à vouloir trop inonder le marché, "plus elle produisait et moins elle gagnait", sachant de ce fait la branche qui la soutenait.

¹² Des produits plus purs (les produits chinois importés dans les pays développés sont souvent réaffinés, comme le Pb, caractérisé par des teneurs élevées en bismuth). Les exportations de minerais et concentrés de tungstène ont été remplacées par des produits intermédiaires (APT) puis par des produits raffinés (poudres) de qualité toujours meilleure, repoussant les métallurgistes des pays développés vers les produits de pureté extrême (terres rares) ou l'élaboration des alliages complexes.

¹³ La Chine se tourne vers les minerais de fer riches qu'elle importe massivement d'Australie et du Brésil.

¹⁴ Pour le cuivre, elle a constitué un consortium regroupant les majors chinoises de la filière cuivre, sous la houlette de Jianxi Copper. L'objectif est d'acquiescer des gisements de cuivre de taille mondiale hors de Chine (Philippines, Zambie). Après l'échec de sa participation à Saindak au Pakistan dans les années 80, la Chine envisage maintenant de réhabiliter la mine de Toledo aux Philippines (société Atlas) ainsi que dans la copperbelt zambienne avec la réhabilitation de Chambishi. La Chine a entamé des négociations avec le Vietnam (en concurrence avec Alcoa) pour construire une aluminerie de 1 Mt/an au prix de 800 M\$.

¹⁵ Pour le cuivre, on voit les tensions affecter tous les produits : les concentrés, le blister, ainsi que les scrapes.

¹⁶ Sa soif de métaux est telle qu'elle importe sans discernement non seulement tous les « scrapes », mais aussi tous les déchets de NTIC (électroniques) et de RBA (résidus de broyage automobiles) de VHU (véhicules hors d'usage) comme matière première secondaire, et que les accords de Bâle ne sont guère respectés. G. Bertolini, 2003 (revue recyclage de septembre 2003) a compilé les statistiques d'import-export au niveau européen des déchets « cuivreux de récupération » et montré que la valeur à la tonne des produits importés des pays de l'Est est très supérieure à celle de la tonne des produits exportés vers l'Asie. En d'autres termes, ceci signifie que nous importons de la matière première secondaire noble, mais que nous exportons vers l'Asie (Chine et Inde) nos déchets sales de plus faible valeur.

Minerais et métaux : La Chine *versus* le reste du monde

recyclage des aciers et métaux de base dans les pays développés. La Chine participe également aux recherches concernant les nodules sous-marins à manganèse-nickel-cobalt ¹⁷.

La Chine actuelle transfère de plus en plus la pression de sa demande domestique sur le reste du monde ; elle exporte de plus en plus de métaux, mais importe de plus en plus la matière première

- Le déficit de production minière découle d'un déficit de gisements exploitables, conséquence d'un déficit d'exploration chronique.

4. Les effets boomerang sur les marchés et les impacts pour les pays développés sont à la hauteur de l'évolution en cours.

Est-il encore sage de raisonner en termes d'impacts hexagonaux ? D'abord il n'y a plus de sociétés minières françaises au sens strict, ensuite les sociétés minières-métallurgiques du secteur sont des multinationales avec un fort pourcentage de capitaux étrangers. En d'autres termes la France n'a plus, ni de suivi, ni a fortiori de prospective des métaux, alors que sa dépendance devient maximale et que l'opacité ne fait que s'accroître à travers l'importation croissante de composants ou de produits finis. Peut-on aujourd'hui répondre à des questions de base comme : Quels impacts auront sur nos économies des crises de plus en plus fréquentes de métaux high-tech ? Quelle sera l'équilibre offre-demande mondial d'aluminium sachant que la Chine a le potentiel de faire ou de briser le marché ¹⁸ ? Quels besoins en nouveaux gisements de nickel pour équilibrer la demande explosive en cours ? Quels sont les seuils d'enrichissement (désagrégés par provinces) qui accélèrent les demandes en métaux de base ? etc.

5. "Plus on va vite, plus il faut pouvoir regarder loin".

Les projections des taux de croissance de la dernière décennie sur la prochaine donnent quelque vertige. L'industrie mondiale doit connaître les impacts possibles et s'y préparer. Les scénarios prospectifs sont indispensables. On voit ainsi combien la situation des métaux en Chine est complexe, d'autant que les statistiques floues engendrent le doute, et que les déséquilibres import - export se déplacent très vite.

On le voit donc, ce qui est important aujourd'hui de considérer, c'est la Chine versus le reste du monde. Cette dichotomie va encore s'amplifier.

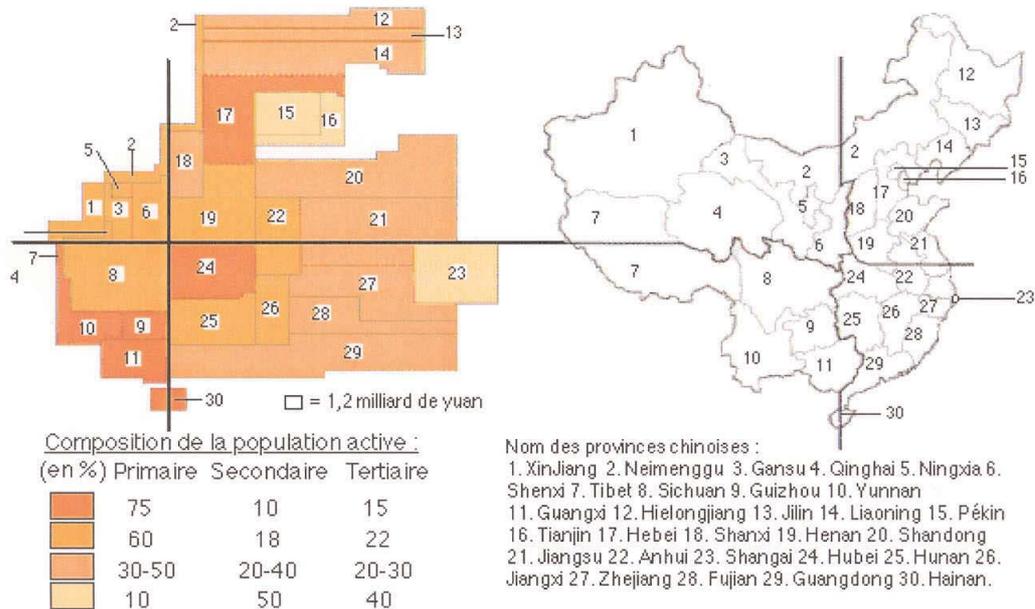
- **Jusqu'en 2010**, avec une population qui atteindra alors 1400 millions habitants, les scénarios chinois tablent sur un maintien de la part actuelle de la production minière dans le PNB (estimée à 6,3 % du PNB en 2000).
- **A l'horizon 2020**, la croissance de la consommation dépassera 50% pour la plupart des métaux de base, cuivre et manganèse en tête, métaux dont la Chine manque cruellement.
- **A l'horizon 2050**, l'objectif fixé est de faire en sorte que le niveau économique de la Chine rejoigne celui des pays développés "moyens". L'un des facteurs clef sera alors le rapide vieillissement de la population chinoise ¹⁹ : en 2010, 10% de la population aura plus de 60 ans), mais 30% aura plus de 60 ans en 2050.

¹⁷ La Chine est un ardent partisan de l'exploitation internationale des ressources de cuivre, de manganèse, de nickel et de cobalt des fonds marins de l'océan Pacifique. Elle a déposé des permis et l'institut n° 2 du Bureau national d'océanographie de la Chine poursuit des travaux d'exploration préliminaires.

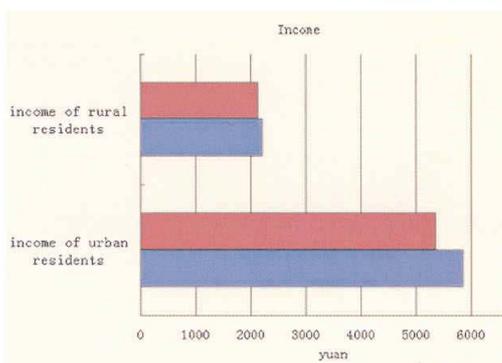
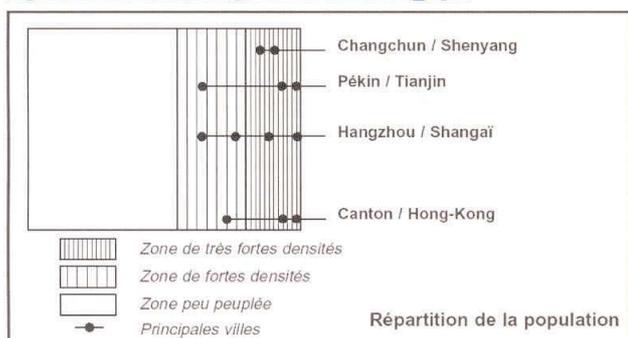
¹⁸ La production d'aluminium passerait de 4Mt (2002) à 7 Mt en 2007. Mais la croissance de la consommation domestique est estimée à 9-10% jusqu'en 2010. Par ailleurs, la Chine a davantage de smelters que dans le reste du monde, lesquels dépendent hormis ceux de Chalco, de l'importation d'alumine, dont le prix a déjà flambé en un an de 130 \$ (oct. 2002) à 300 \$/t.

¹⁹ le nombre des plus de 60 ans doublera entre 2000 et 2027.

Minerais et métaux : La Chine versus le reste du monde

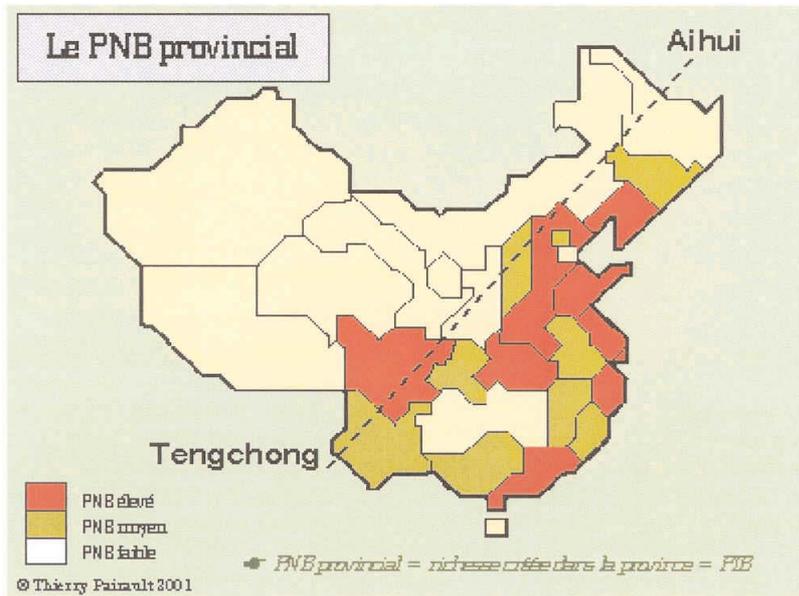


http://www.ac-creteil.fr/hgc/Echelles/echelles_5.pdf

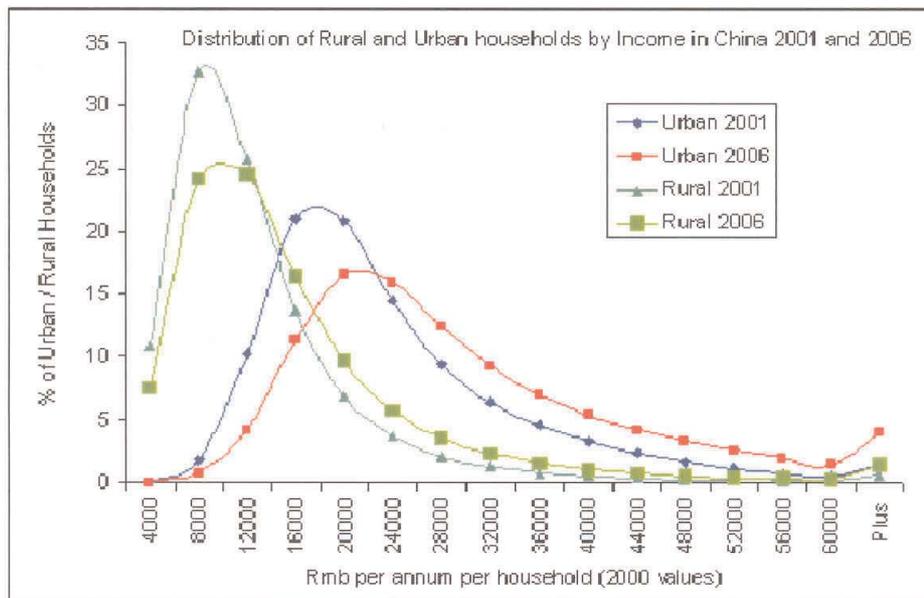


Nombre de ménages avec un PPA supérieur à :	
30 000 \$ par an	4 700 000 (soit 1,5 % des ménages)
15 000 \$ par an	14 000 000 (soit 4,5 % des ménages)
< à 5 000 \$ par an	212 500 000 (soit 68 % des ménages)

Minerais et métaux : La Chine *versus* le reste du monde

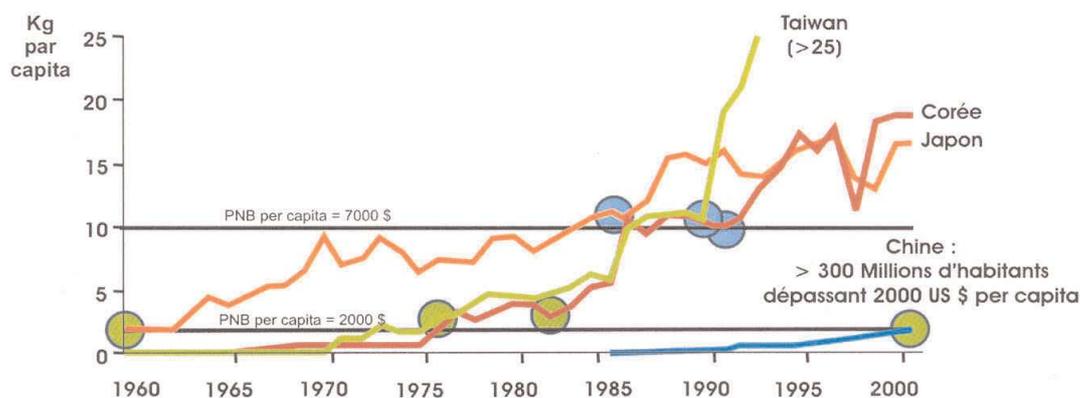


<http://www.geocities.com/thpdoc/sld001.html>



Disparités économique entre les Chine de l'Est et de l'Ouest

Minerais et métaux : La Chine *versus* le reste du monde



- Quand le PNB *per capita* atteint 2000 US\$, la consommation d'inox s'intensifie (accélération de l'industrialisation, développement des infrastructures, dépenses en biens d'équipement) jusqu'à un 1^o palier correspondant à 10 kg d'inox par an.
- Vers 7000 \$ PNB/per capita, débute une deuxième accélération de la consommation de nickel pour se diriger vers un niveau de maturité de 15 kg d'inox par an.

Dichotomie régionale : consommation d'aciers inox (construction, TP)

- 90% bande côtière riche (Shanghai, Hong-Kong, Shenzhen)
- 10% intérieur de la Chine.

La croissance de la demande Chinoise en Nickel suit un modèle similaire à celui constaté dans les décennies antérieures au Japon, Taïwan et Corée

PNB désagrégés et seuils ("turning points") de consommation de métaux exemple du nickel en Chine

Impacts miniers et métallurgiques de la croissance de la consommation chinoise de métaux

Du point de vue minier et métallurgique, ce tableau présente les fondamentaux concernant les matières premières métalliques :

Constat	Conséquences
<p>Trois groupes de matières premières minérales :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Celles qui sont importées sous forme de minerais et de concentrés pour être réexportées sous forme de métal ou alliage (rôle de transformateur) : aluminium, acier, ferro-alliages 2. Celles qui sont importées pour satisfaire la demande domestique explosive, ou réexportées sous forme de produits finis: Cu, Ni, Mn 3. Celles dont la Chine est le producteur et exportateur dominant voir monopolistique : Sn - Sb - W - Bi - Mo -TR- Mg, etc. , dont les cours faibles résultent d'une surproduction chronique. 	<p>Les risques et les mesures :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dépendance croissante de la Chine, risques énergie et renchérissement de produits intermédiaires (alumine) 2. Vulnérabilité stratégique (futurs pressions sur les pays voisins riches en ces matières premières) 3. Contrôle des prix et de la production (fermeture des sites d'extraction artisanaux et quotas) ; recherche de la valeur ajoutée (produits de plus en plus élaborés, poudres de W, séparation des TR)
<p>La qualité des gisements :</p> <p>Croissance à deux chiffres de la consommation de la plupart des métaux, <u>mais déficit de qualité des gisements exploités</u> : les minerais domestiques sont pauvres (fer) et non compétitifs face aux minerais importés (impacts OMC)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Importations croissantes de minerais, concentrés, et produits métallurgiques provenant d'Australie, Brésil, Mongolie, Vietnam, Kazakhstan... - Importation vorace de déchets métalliques du monde entier (scrapes et autres déchets)
<p>Impacts sur l'exploration minière</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Il n'y a plus de gisement économique important « en terre » en attente de développement (rupture de la chaîne « exploration - découvertes - mines »). 2. Déficit d'investissement étranger en exploration 3. Relance de l'exploration 4. Déficit d'exploration, pas de stratégie affirmée 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Exception au Yunnan (zinc de Jinding), au Tibet (porphyres cuprifères, lithium, etc.) 2. Loi minière et fiscalité révisées ; Pas de promotion pour attirer les majors qui sont absentes, seules quelques juniors pour Au - Cu 3. Rush vers les provinces périphériques encore vierges du Far East (Mongolie Intérieure, Tibet, Xinjiang). 4. Déficit de méthodes d'exploration modernes (tant des outils que de la méthodologie).
<p>Impacts sur la métallurgie</p> <p>Développement anarchique des capacités de production des usines métallurgiques de la part des Provinces.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Exemple de l'aluminium : sur 137 usines, plus de 100 sont économiquement très vulnérables (prix de l'alumine, procédés obsolètes, coût de l'énergie), de sorte que leur viabilité à moyen terme est peu probable. - Accélération des importations